DÉCEMBRE 2021
ACTUALISÉ 2023

SYNTHÈSE HISTORIQUE

Architectures scolaires

écoles publiques nantaises (vol. 1)

RÉDIGÉ PAR

Irène Gillardot

PRÉSENTÉ PAR

Direction du Patrimoine et de l'Archéologie

Introduction **p.1**
Contexte de l'étude p.1
Méthodologie mise en œuvre p.2
Analyse d'ensemble **p.3**
Analyse chronologique p.3
Analyse cartographique p.4
Analyse typologique p.6
Écoles de première génération **p.7**
Contexte p.7
Caractéristiques architecturales p.9
Écoles de la IIIe république **p.12**
Contexte p.12
Les deux générations d'écoles p.14
Encart catalogues et guides d'architecture au 19e s. p.16
Encart: la diffusion des modèles architecturaux, le rôle des expositions universelles p.17
L'école, boulevard des Poilus, un cas unique p.18
Écoles de la modernité **p.19**
Un contexte de relance retardée p.19
L'influence du mouvement moderne p.20
Encart Hygiénisme et éducation (1860-1940) p.22
Écoles de la Reconstruction **p.24**
Le Seconde Guerre mondiale et ses conséquences p.24
Architectures de la Reconstruction p.25
Écoles des grands ensembles **p.29**
La course à la construction p.29
Encart le développement de l'art public dans les écoles p.31
Écoles post-1970 **p.32**
La remise en question du modèle pédagogique et architectural p.32
La vague constructive (1977-1985) p.34
Le reflux des effectifs et les nouvelles affectations des écoles p.35
Conclusion **p.36**
Bibliographie **p.38**
Annexes **p.40**

Introduction

Ecole du Plessis-Cellier, Intérieur, 2020, DParc

Contexte de l'étude

En 2018, la Ville s'est dotée d'un Schéma Directeur d'Équipement afin de rénover et développer son réseau d'écoles. Depuis, le programme d'extensions et de construction s'est mis en place. Dans ce contexte, la Direction du Patrimoine et de l'Archéologie a choisi de programmer une étude d'ensemble visant à mieux connaître l'architecture des écoles publiques nantaises. L'histoire des écoles nantaises a déjà été écrite (1), mais l'angle de l'architecture et du patrimoine bâti n'a pas été développé en tant que tel. Or, il présente un intérêt pour la collectivité amenée à intervenir sur ce bâti, de mieux le connaître, d'en déterminer les caractéristiques générales, les particularités et d'en évaluer l'intérêt patrimonial.
Par ailleurs, l'histoire de l'architecture scolaire continue de s'écrire au présent. Il
s'agit donc d'écrire un récit global d'hier à
aujourd'hui, pour mesurer le chemin parcouru depuis plus de 150 ans.
Le corpus retenu est constitué de l'ensemble des écoles publiques nantaises : écoles maternelles, écoles élémentaires, écoles primaires. Cet ensemble est constitué de 114 écoles au sens administratif du terme, c'est-à-dire de 114 structures dotées d'un.e directeur.rice d'école. Ces structures sont réparties sur 76 sites à l'échelle de la commune. Du point-de-vue architectural, la distinction administrative actuelle n'est pas toujours pertinente. En effet, certaines écoles, aujourd'hui distinctes administrativement, ont été construites simultanément dans un même programme, le plus souvent dans le cadre d'un groupe scolaire associant école élémentaire et école maternelle. Cependant, pour des raisons pratiques, la distinction actuelle par entité administrative a été maintenue pour les études statistiques. S'ajoutent à ces 114 écoles en activité, 3 anciennes écoles ayant changé d'affectation : la maison des associations de Saint-Joseph-de-Porterie, la maison de quartier de l'Île quai Hoche et les salles associatives Mairie-de-Doulon.
Ont été également été intégrées aux statistiques les 3 écoles qui devraient être livrées dans les deux prochaines années : Mellinet, Doulon-Gohards, Champ de Manœuvre.

(1) Macé, François, *Les écoles primaires de Nantes, petite histoire événementielle et illustrée des créations scolaires depuis* 1800, ACMENELA, Nantes, 2015 ; Suteau, Marc, *Une ville et ses écoles, Nantes* (1830-1940), PUR, Rennes, 1999 ; A *l'école de la Guerre*, Archives de Nantes, 2014

Ecole du Plessis-Cellier, Intérieur, 2020, DParc

Méthodologie mise en œuvre

L'étude s'est déroulée de septembre 2020 à mai 2021. Elle s'est appuyée sur la méthode de l'Inventaire général. Après un premier temps de repérage et de rassemblement de la documentation, une typologie architecturale a été dressée faisant ressortir les grandes caractéristiques de l'architecture scolaire nantaise à travers sa périodisation.
Puis une sélection d'exemples types a été faite, pour être étudiée sous la forme de
monographies détaillées. Pour cette sélection, chaque école a été visitée, des recherches en archives ont été réalisées en vue de la rédaction de notices d'inventaire (2). Ce travail a été rendu possible par la présence de Salomé Pavy, stagiaire d'octobre 2020 à janvier 2021.

Les conditions de réalisation ont été perturbées par la crise sanitaire notamment la phase de repérage qui s'est faite en partie sur le terrain, en partie sur google map. Les visite d'école ont pu se dérouler normalement grâce à la mobilisation des équipes de la Direction de l'Éducation et à leur disponibilité. Par ailleurs, les recherches aux Archives ont été accompagnées et facilitées grâce à la mobilisation des agents des Archives. Le travail a été présenté à un comité technique composé des services de la Ville et de Nantes Métropole concernés : Dparc, Éducation, BATI.Enfin, des échanges ont au lieu avec M. François Macé, auteur de l'ouvrage Les écoles primaires nantaises, qui a accepté d'apporter son expertise et ses conseils, au cours de cette étude.

(2) Voir, *Les écoles publiques nantaises, volume 2*

Analyse d'ensemble

Ecole du Plessis-Cellier, Intérieur, 2020, DParc

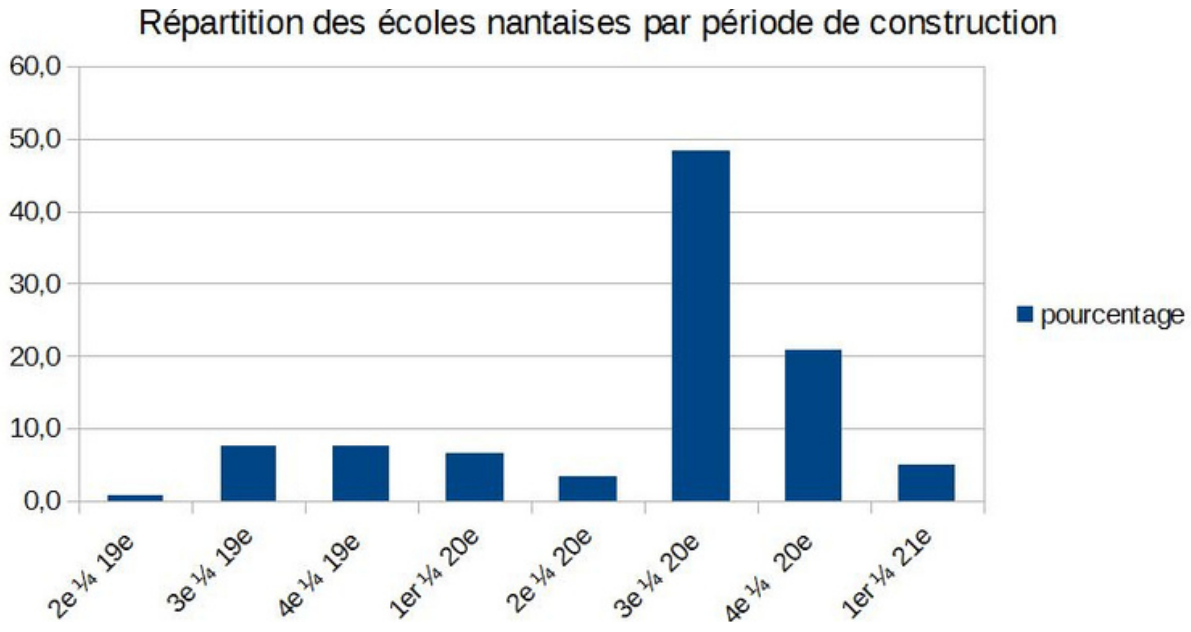
Analyse chronologique

Les écoles construites **avant 1945** représentent **1/4 du total** du parc immobilier. Avant 1870, leur nombre est très minoritaire. Ceci reflète, entre autres, le faible investissement de la commune de Nantes dans la construction des écoles publiques. A cette période, Chantenay est plus avancée dans sa politique d'équipement.

Après 1870, le nombre des réalisations se multiplie sous l'impulsion des Républicains et Nantes se dote d'un réseau d'écoles publiques qui aujourd'hui encore constitue l'essentiel du patrimoine scolaire protégé au titre du PLUm (Plan Local d'Urbanisme métropolitain).

Après la Première Guerre mondiale et avec la reprise démographique, Nantes développe un important programme de construction de groupes scolaires qui vise à rattraper le retard accumulé avec la guerre. Trois groupes scolaires d'importance (Longchamp, La Contrie, Plessis-Cellier), dont deux sont protégés pour leur intérêt patrimonial, en sont issus.
Très majoritairement, les écoles sont postérieures à 1945. Plus des 3/4 du parc immobilier ont été construits entre 1950 et 2000. L'effort de construction se concentre sur la période des Trente Glorieuses (1945-1973) qui représente plus de la moitié du bâti actuel. Il est dû d'une part aux destructions de la Seconde Guerre mondiale et d'autre part à la la croissance démographique rapide.

Les années 1980-2000 présentent un fort ralentissement de la croissance du fait de la baisse des effectifs scolaires. Après les dernières inaugurations de 1983-85, plus aucune école n'est construite sur la période. La réorganisation de l'enseignement suite à la loi sur la mixité qui accompagne la ralentissement de la croissance des effectifs, entraîne la réaffectation de locaux, voire d'écoles entières.



Analyse cartographique

Le réseau des écoles nantaises s'étoffe au fur et à mesure de la croissance urbaine. Avant 1914, le choix des sites d'implantation répond à deux objectifs :

- privilégier les quartiers populeux,
- concurrencer les écoles privées.

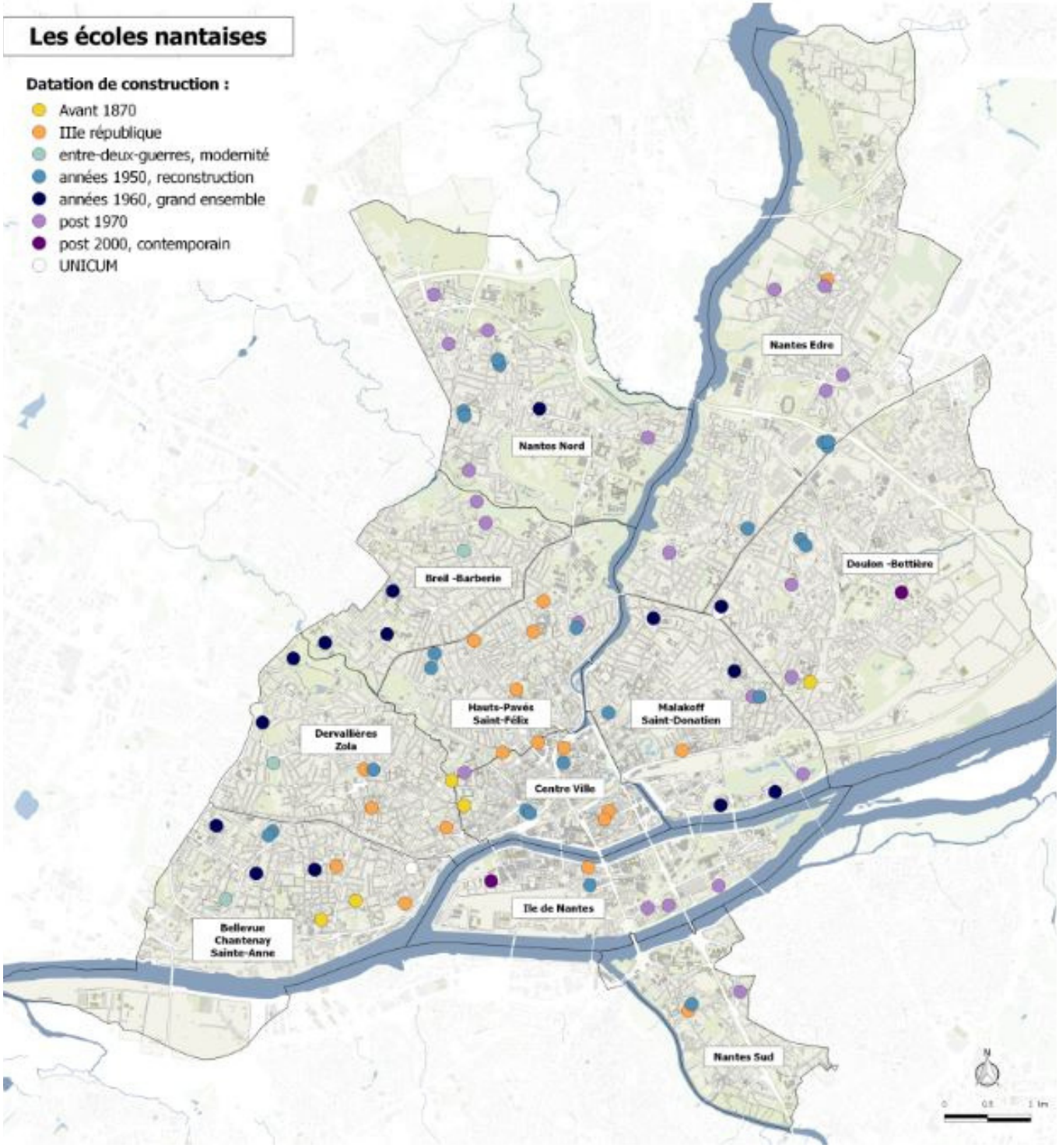
S'y ajoutent des opportunités foncières qui peuvent dicter les choix des implantations (libération de locaux, vente de terrains).

Dans l'entre-deux-guerres, les groupes scolaires sont implantés en périphérie urbaine, sur ou au-delà de la ceinture des boulevards, dans de nouveaux quartiers résidentiels nés du développement urbain (les lois Cornudet sur l'accès à la propriété favorisent le développement de lotissements dans la première couronne).
Après 1945, la construction des écoles suit deux logiques :

- celle de la reconstruction car presque tout le parc immobilier des écoles a été touché par les bombardements,
- celle du développement des quartiers résidentiels dans la première et la deuxième couronne de la ville.

Par ailleurs, un programme d'extension des écoles existantes amène à privilégier une politique d'acquisitions de terrains aux abords immédiats des écoles. A la fin des années 1960 et au cours des années 1970, l'implantation suit celle des grands ensembles des ZUP.

Depuis les années 2000 les constructions sont réparties sur l'ensemble du territoire. Les créations d'écoles s'inscrivent dans les grands projets de rénovation ou de renouvellement urbain : Malakoff; Bottière-Chênaie, Île de Nantes.


Les écoles nantaises
Datation de construction :
Avant 1870
IIIe république
entre-deux-guerres, modernité
années 1950, reconstruction
années 1960, grand ensemble
post 1970
post 2000, contemporain
UNICUM
Nantes Erdre
Nantes Nord
Breil -Barberie
Doulon -Bottière
Hauts-Pavés Saint-Félix
Malakoff Saint-Donatien
Dervallières Zola
Centre Ville
Ile de Nantes
Bellevue Chantenay Sainte-Anne
Nantes Sud
N
0
0.5
1 km

Analyse typologique

L'établissement de la typologie architecturale s'appuie sur différents critères croisés.

- ***chronologie, datation***

En tenant compte de l'histoire nationale de l'enseignement et des grandes lois scolaires, il est possible de distinguer des périodes spécifiques de développement du tissu des écoles. Cette périodisation se décline à l'échelle locale. Les archives, notamment les délibérations du Conseil municipal, permettent d'affiner le contexte local.

- ***composition d'ensemble***, ***plans masse*** (en revenant si possible au plan initial, révélateur du modèle)

Le plan d'ensemble des écoles respecte une organisation qui, selon les périodes, diffère. Aussi, il est possible de distinguer différents types de plans masse caractéristiques de certaines époques.

- ***forme des bâtiments et type d'élévation***

Lorsque la notion de modèle tend à s'imposer, il est facile de repérer des modèles de plans et d'élévation qui caractérisent l'architecture.

- ***traitement de l'entrée*** de l'établissement et composition de la façade principale

La composition des façades, le choix des matériaux sont autant d'indices pour aider à l'établissement d'une typologie de l'architecture scolaire. Dans ce cadre, une attention particulière est portée au traitement des entrées des bâtiments principaux souvent ornées d'inscriptions et de symboles ou pavoisées.

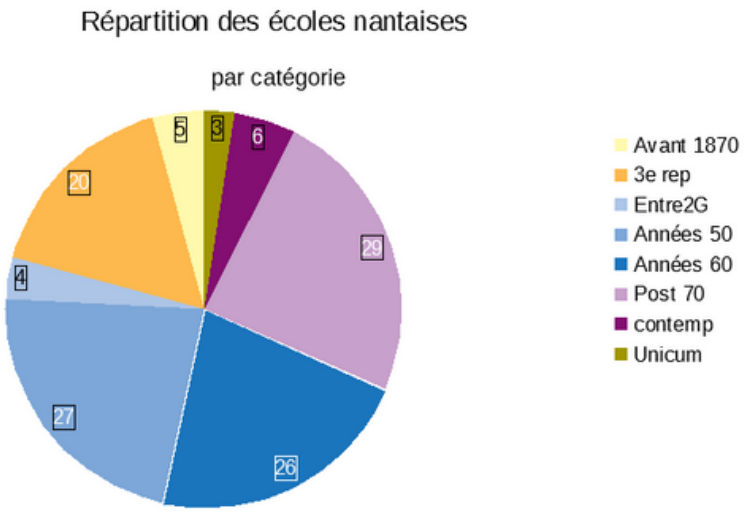
Suivant ces différents critères, il a été possible d'établir, pour les écoles publiques nantaises, la typologie suivante :

- les écoles de la première génération (avant 1870)
- les écoles de la IIIe république (1870-1914)
- les écoles modernes et hygiénistes de l'entre-deux-guerres (1920-1940)
- Les écoles de la reconstruction (1945-fin des années 1950)
- Les écoles des grands ensembles (1960-mi-1970)
- Les écoles alternatives post-1970 (après 1975)
- les écoles contemporaines (après 2000)

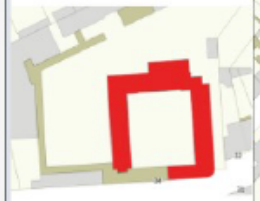
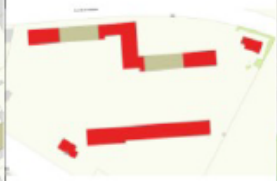
Outre ces sept catégories, certaines écoles échappent aux modèles et se distinguent par leur originalité (4).

Dans ce cas, trois exemples prévalent :

- l'école François-Dallet boulevard des Poilus, du fait de son concepteur
- l'école Joseph-Blanchart du fait de son histoire
- le groupe scolaire des Marsauderies, du fait de sa forme architecturale et de son programme.



(4) Il s'agit d'*unicum*, qui se démarquent des architectures sérielles par leur originalité sur le territoire communal.

Typologie	Les 1ères écoles	Les écoles de la IIIe République	Les écoles de la modernité	Les écoles de la Reconstruction	Les écoles des grands ensembles	Les écoles post-1970	Les écoles contemporaines
Contexte	Loi Guizot (1833) loi Duruy (1867) Construction de "maisons d'école" avec plans types Faible part des écoles publiques et importance de l'enseignement privé à Nantes	Lois Ferry (1882) Essor de la construction des écoles communales Diffusion de modèles architecturaux et de normes (guide d'instruction)	Développement urbain Rôle de la commune dans programmation de constructions scolaires, thèses hygiénistes et urbanistiques	Post-Seconde Guerre mondiale : dommages de guerre dûs aux bombardements Croissance démographique des villes Rôle accru de l'Etat	Croissance démographique et urbaine Opérations urbaines d'envergure avec la création de grands ensembles à la périphérie des villes Ecoles sur catalogue	Mixité scolaire obligatoire (1975) Réflexion sur le rapport entre éducation, méthode éducative et architecture	Croissance urbaine, nouveaux quartiers Préoccupations environnementales Place de "l'usager" et dialogue citoyen
Plan	Plan centré sur cour, en U, à l'image des maisons bourgeoises	Plan aligné ou centré sur rue / plan en croix des classes	Plan en U, Barres avec préau intégré disposées autour d'une cour	Plan orthonormé, Barres isolées ou articulées par un bâtiment de service	Plan en barres articulées / plan en plots	Plan en grappes, plans modulaires	Diversité des plans
							
"Principe constructif"	Corps principal et ailes en retour, cour fermée avec mur de cloture sur rue	Programme type : 4 classes disposées en croix entre une cour bordée de préaux et un jardin, 2 ou 3 niveaux de logements de fonction placés en façade	Rupture avec les formes architecturales précédentes Programme pour de grands groupes scolaires Reprise du modèle hygiéniste des années 30 avec de grands volumes et de larges ouvertures	Préau en rez-de-chaussée surmonté d'1 ou 2 étages de classes Distinction entre classes élémentaires dans les bâtiments sur 3 niveaux et classes maternelles dans un bâtiment de plain pied (généralisation du groupe scolaire) 2 barres pour une école de filles et de garçons	La barre devient un mode constructif généralisé (chemin de grue) // apparition du plan en plots Persistance des formes d'architecture moderne Recours à la préfabrication pour une construction de masse	Juxtaposition et emboîtement de modules rectangulaires et/ou hexagonaux Toiture terrasse ou à 1 pan Plus de liberté dans la forme des ouvertures : circulaires, polygonales Réflexion sur les distributions intérieures, ouverture et mobilité des espaces	Pas d'exposition sur la rue, intériorisation de l'école délimitée par des hauts murs Toits terrasses végétalisés Interactivité des espaces : espaces communs, vitrages, etc.
Décor , modénature	Discrétion depuis la rue : simplicité, peu décor mais mise en valeur de la modénature avec encadrement des ouvertures en pierre calcaire	Ostentation de la façade principale : matériaux, inscriptions, blasons de la ville de Nantes	Façades imposantes et influence du style Régionaliste et Art Déco	Formes modernes (parallélépipédiques) Habillages des façades en pierre ou dalles de gravillons	Semblable aux formes de la reconstruction/ recours à des habillages en mosaïque industrielle	Jeu sur les textures d'enduit, les formes des portails d'entrée, les ouvertures	Variable
photo							

Portrait de Guizot, Droits réservés

Contexte de l'étude

- **contexte national : les premières lois scolaires**

1833 : la loi **Guizot** promulguée le 28 juin 1833 repose sur deux principes : la liberté de l'enseignement primaire qui permet à tout instituteur, détenteur de brevet de capacité, d'exercer librement sa profession ; l'organisation d'un enseignement primaire public : la loi Guizot oblige toutes les communes de plus de 500 habitants à ouvrir au moins une école publique de garçons. Guizot aurait souhaité que la loi concerne tout autant les filles que les garçons, mais face à la virulence de ses détracteurs à l'Assemblée, il renonce à imposer la création des écoles communales de filles. À noter : l'école n'est ni obligatoire, ni gratuite.

1850 : la loi **Falloux** impose aux communes de plus de 800 habitants la création d'une école communale de filles. Mais surtout, elle encourage le développement du réseau d'écoles et de pensionnats congréganistes. La loi donne une importance grandissante à l'enseignement catholique. On assiste à une forte concurrence des écoles privées qui se multiplient entre 1850 et 1902.

1867 : la loi **Duruy** élargit l'obligation de créer une école communale de filles à toute commune de plus de 500 habitants. Le projet initial prévoyait la gratuité et l'obligation scolaire mais devant l'opposition au sein même du Conseil des ministres, Duruy revoit son projet en deçà de ses ambitions. La gratuité de l'enseignement public est au choix des communes, mais des subventions sont possibles. Pour favoriser la scolarisation des plus pauvres, des caisses des écoles sont créées.

- **contexte nantais : très peu d'écoles publiques avant 1870**

A partir de 1833, la Ville de Nantes applique a minima ces lois : en 1870, il n'y a toujours à Nantes que deux écoles publiques. La première, bombardée en 1943, n'existe plus. La seconde fait partie de l'actuelle école André-Lermite.
Nantes minimise ses investissements en faveur de la création des écoles publiques (5). La Ville laisse les Frères des Écoles Chrétiennes prendre l'ascendant sur le primaire, la commune se recentrant sur l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement professionnel.
En revanche, la commune de Chantenay est, en 1870, bien en avance par rapport à Nantes : elle est dotée de deux écoles publiques de garçons et une école publique de filles, construites sous la municipalité Dubigeon. La configuration encore rurale de Doulon explique la création d'une mairie-école dès 1843, seul cas de figure constaté dans le périmètre d'études.

- **état des lieux du réseau public avant 1870**

Nantes : l'actuelle école André-Lermite de la rue Evariste-Luminais est la plus ancienne école publique nantaise encore existante (6).
Les bâtiments construits par le département pour accueillir une école normale sont rapidement cédés à la Ville qui y place dès 1839, son école primaire supérieure. L'EPS n'est pas une école primaire mais un établissement d'enseignement technique ouvert aux garçons de plus de 12 ans, bien distinct de l'enseignement secondaire qui est dispensé par le lycée et

(5) Suteau, Marc "La politique scolaire de la ville de Nantes de 1830 à 1870", *Histoire de l'éducation*, 66, 1995
(6) https://patrimonia.nantes.fr/home/decouvrir/themes-et-quartiers/ecole-andre-lermite.html

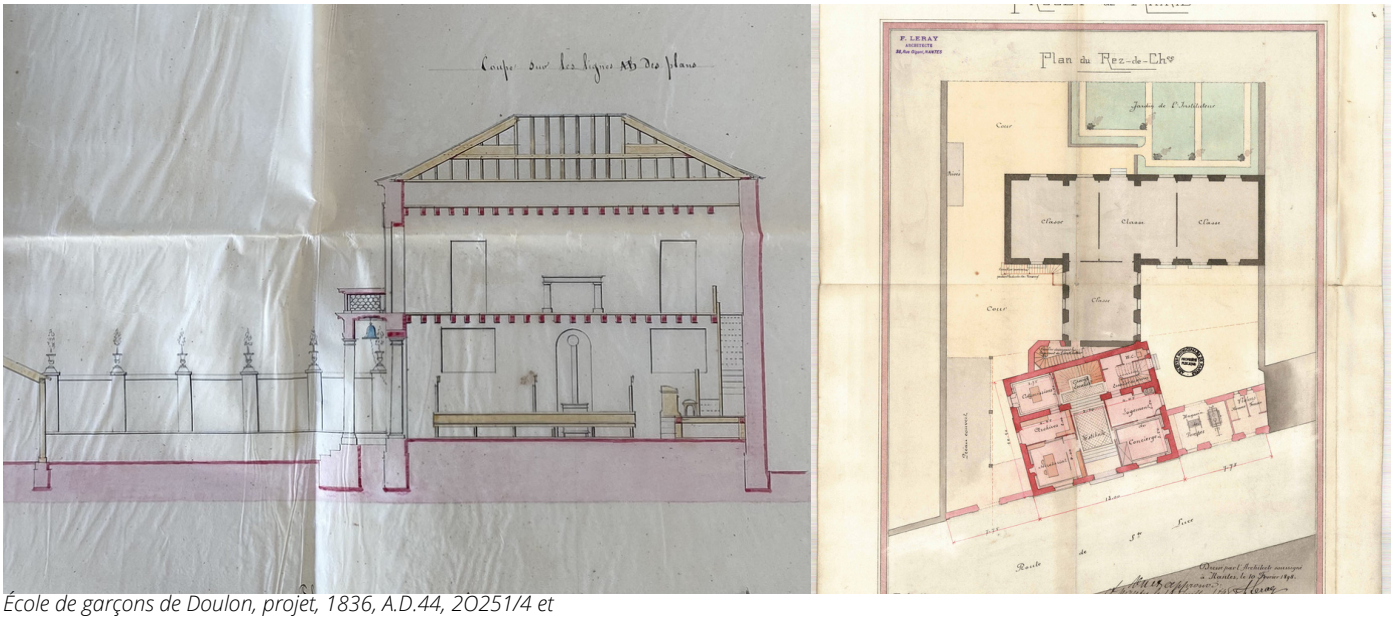
Bâtiment d'origine de l'école André-Lermite, 1953,
Archives de Nantes, 28Fi4540

quelques pensionnats ecclésiastiques. Une annexe primaire y est adjointe dans les années 1860. Cette annexe est trasnformée en une véritable école primaire de garçons pour laquelle on construit un nouveau bâtiment en 1868. Le départ de l'EPS en 1877 donne la possibilité de créer une école de filles à sa place. Puis en 1882, l'ensemble des bâtiments est redistribué entre l'école primaire de filles désormais le long de la rue Beaumanoir et l'école primaire de garçons à l'angle des rues Arsène-Leloup et Evariste-Luminais. L'extension du groupe scolaire de ce quartier très peuplé se poursuit sur ce site jusqu'au 20e siècle, après la fermeture des établissements industriels riverains de la Chézine.

Chantenay : en 1850, Chantenay est un bourg en cours d'industrialisation. Le noyau de l'ancien village sur le coteau domine la plaine alluviale occupée par des chantiers navals, et peu après par des industries mécaniques, chimiques, agroalimentaires. La deuxième moitié du 19e siècle voit ainsi la population chantenaysienne quadrupler avec l'industrialisation et l'exode des populations rurales en quête de travail. Dans cette commune en pleine expansion, la question scolaire est regardée de près par les autorités. La municipalité de Théodore Dubigeon choisit de faire construire une première école communale de filles en 1859 puis une école de garçons en 1863 (7). Ces deux écoles désormais nantaises, existent toujours.

Doulon : en 1833, la commune de Doulon est avant tout un bourg rural. Se conformant à la loi de 1833, elle se dote d'une école communale de garçons en 1846. Celle-ci reconstruite ou agrandie en 1885, existe toujours mais est devenue la maison des associations du quartier (8).
L'école publique de filles n'est créée qu'en 1882 ; elle reçoit un édifice propre en 1886. Il ne reste de ce dernier qu'un bâtiment à l'angle de la rue Champenois et de la rue Haxo. A Doulon, l'enjeu d'implantation des écoles publiques est fort au 19e siècle, donnant lieu à des débats et des passes d'armes au sein du Conseil municipal. Il révèle la partition de la commune entre sa partie Ouest urbaine et industrielle, soumise à l'influence de Nantes et à son attractivité précoce, et la partie Est encore rurale correspondant au vieux bourg, longtemps restée en marge de tout développement. La position de la première école publique de garçons - en fait, il s'agit d'une mairie-école - placée au centre du territoire, reflète cette volonté mais aussi cette difficulté à concilier les deux parties du territoire communal (9).

(7) Il s'agit de l'école des Réformes et de l'école Alphonse-Braud. *Architectures scolaires nantaises*, Vol.2 pp. 1-7
(8) op.cit. Vol.2 pp. 8-9
(9) Guillet, Noël, *Doulon : de l'indépendance à l'annexion. Cent ans de vie municipale*, Association Doulon Histoire, Nantes, 2000



École de garçons de Doulon, projet, 1836, A.D.44, 2O251/4 et projet de 1899 Archives de Nantes, 1Fi923

Caractéristiques architecturales

- **La "maison d'école "**

En 1833, la loi Guizot n'évoque pas à proprement parler un modèle d'architecture scolaire. Néanmoins dès 1834, A. Bouillon édite un ouvrage *De la construction des maisons d'école primaire*, lequel a pour but de proposer des modèles adaptés à différentes tailles de commune. Cet ouvrage, approuvé par le ministère de l'instruction publique, sans être imposé, circule et sert de référence. Les six modèles qui y sont présentés sont d'une très grande sobriété esthétique, l'effort d'économie étant une des préoccupations de l'auteur. Conscient que la construction d'une école est une lourde charge financière pour la plupart des communes, A. Bouillon tente de minimiser les coûts : il évoque le modèle courant de la mairie-école qui permet de rassembler dans un même lieu, différents services communaux. Par ailleurs, les considérations pratiques l'emportent sur les préoccupations d'ordre esthétique ou symbolique. Les modèles restent donc théoriques et ne s'imposent pas tels quels et de façon uniforme sur le territoire.

L'école qui pourrait se rapprocher des modèles en circulation à cette période est celle de la mairie-école de Doulon. Dans sa forme initiale, la mairie-école se composait d'un bâtiment de deux niveaux, avec au rez-de-chaussée une salle de classe et une salle de mairie et à l'étage un logement et une salle d'archives. Même si sa conception reste sobre, la mairie-école représente un investissement important pour la commune qui se dote ainsi d'un bâtiment public de premier plan. Les effectifs grandissants, deux nouvelles classes sont ouvertes dans les années 1880. L'école est agrandie d'une quatrième classe en 1899, lors de la reconstruction de la mairie. Le modèle de mairie-école est classique dans les petites communes. Il est le seul exemple observé dans le périmètre d'étude.

École Alphonse Braud, DParc, 2020

Plan de l'école des Réformes, 1910 ; Archives de Nantes, 1Fi1532

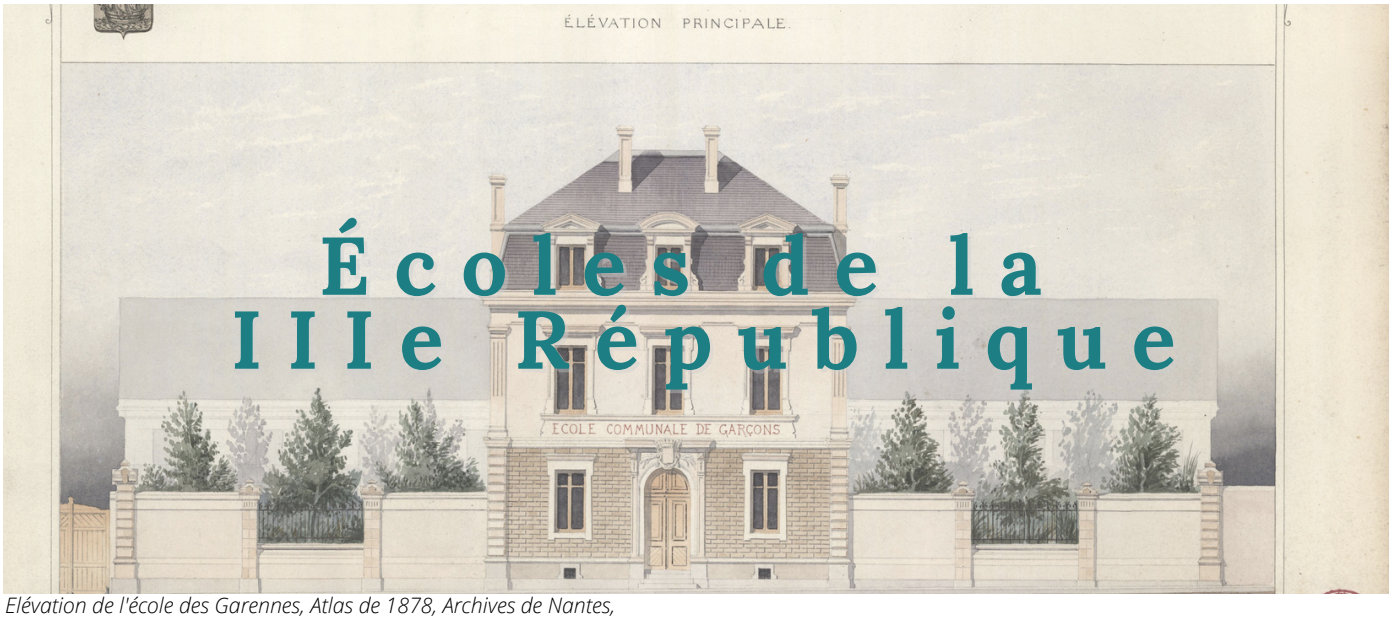
- **L'école avec ailes en retour**

Les deux écoles de Chantenay sont conçues comme des établissements à part entière par l'architecte Gilée. Leur composition s'inspire de l'architecture domestique. Elles sont constituées d'un corps de logis principal comprenant la conciergerie et les logements et d'ailes en retour abritant les salles de classe, l'ensemble étant précédé d'un première cour. Quant au bâtiment d'origine de l'école de la rue Evariste-Luminais (école André-Lermite) datant de 1868, il s'organise en un seule aile perpendiculaire à la rue, et privilégie l'aspect fonctionnel en dehors de toute considération esthétique ou symbolique. Son entrée actuelle avec son fronton gravé portant l'inscription "école communale de garçons" constitue le seul élément distinctif, mais il date des années 1880. L'école occupe également, sur le même terrain en contrebas de la rue Arsène-Leloup, les bâtiments plus anciens de l'Ecole Primaire Supérieure. Ces derniers suivent un plan en U avec un corps de bâtiment principal et deux ailes en retours.

Encart

- **L'organisation de la classe : " enseignement simultané " versus "enseignement mutuel "**

Au début du 19e siècle, deux modes d'enseignement se concurrencent. L'un privilégie le travail des élèves en petits groupes sous la surveillance d'élèves plus âgés considérés comme moniteurs, il s'agit de l'enseignement mutuel qui est prôné par les libéraux. Une classe mutuelle sous la direction d'un seul maître peut regrouper plus de 300 élèves ! L'autre s'appuie sur la méthode simultanée où le maître s'adresse aux élèves qui apprennent tous ensemble, au même rythme, les mêmes notions, une solution plus onéreuse (les architectes du 19e siècle prévoient cependant des classes de 75 élèves !), mais plus efficace. A Nantes, l'enseignement mutuel a ses adeptes, la Société d'encouragement pour l'instruction mutuelle élémentaire ouvre une école, rue du Chapeau Rouge en 1818. Reconnue d'utilité publique, elle se déplace rue de la Bastille en 1875 et demeure active jusque dans les années 1940. La méthode simultanée, perfectionnée par les Frères des écoles Chrétiennes depuis le 18e siècle, s'impose à Nantes comme dans toute la France au cours du 19e siècle avec le soutien de l'administration scolaire. Il en ressort l'adoption d'une disposition de classe quasi universelle. La classe-type de plan rectangulaire, s'échelonne de 50 à 75 m² environ, selon l'effectif retenu. Idéalement, elle est exposée est-ouest et est dotée de larges baies situées à mi-hauteur, à environ 1,5 à 2 mètres du sol. Son aménagement intérieur est fixé par des normes d'hygiène, d'aération mais aussi par la nécessité pour l'enseignant de pouvoir circuler entre les tables et s'adresser individuellement à chaque élève. Les tables-bureaux et chaises individuelles s'imposent au détriment des tables et bancs continus, disposés de part et d'autre d'une allée centrale. Ainsi, se fixe durablement la forme de la salle d'enseignement, qui perdure aujourd'hui.



Écoles de la IIIe République

Elévation de l'école des Garennes, Atlas de 1878, Archives de Nantes,

Contexte de l'étude

- **contexte national : les lois Ferry (1881-1882)**

L'enseignement public est désormais gratuit. L'instruction est rendue obligatoire pour les garçons et les filles de 6 à 13 ans. L'instruction peut se faire dans des établissements privés ou publics ou dans les familles. L'enseignement "libre" (c'est-à-dire l'enseignement privé) est fortement contrôlé. L'enseignement public, pour ceux qui le choisissent, est soumis à une obligation de présence. En 1882, l'enseignement est soumis à la laïcisation. Le personnel enseignant confessionnel est progressivement remplacé par un personnel laïc et les programmes sont expurgés de l'enseignement religieux catholique.

- **contexte local nantais**

A Nantes, les Républicains n'ont pas attendu les lois Ferry pour organiser le réseau d'écoles laïques. La victoire des Républicains qui remportent les élections municipales en 1870, puis la désignation d'Arsène Leloup à la tête de la municipalité en 1871, sont un premier coup d'accélérateur. La personnalité du nouveau maire n'est pas étrangère à cette nouvelle inflexion. Arsène Leloup, pharmacien, enseignant de chimie industrielle, est un des précurseurs de l'enseignement laïc à Nantes ; il a dirigé l'Ecole Primaire Supérieure dès 1834. A son initiative, le Conseil municipal vote la création de deux écoles par canton (une école de filles, une école de garçons) et refuse de verser toute subvention à la *Société de la Providence*, l'association qui gère les écoles chrétiennes de garçons qui assurent depuis des années l'enseignement primaire à Nantes ; or, en coupant les subsides, la Ville se met dans l'illégalité, car elle ne répond plus aux obligations faites par la loi d'assurer un enseignement primaire sur son territoire. La Ville est condamnée à s'exécuter. C'est ce qui la pousse à lancer un grand programme de location et surtout de construction d'écoles publiques. L'effort est amplifié par la municipalité Lechat massivement républicaine (30 sièges contre 6 pour les conservateurs). Si bien qu'en 1878 la ville se libère définitivement de toute obligation financière envers la Société de la Providence (la ville va cependant continuer à payer, tardivement, quelques enseignants du privé dans les hameaux ruraux en attendant l'ouverture d'écoles publiques).

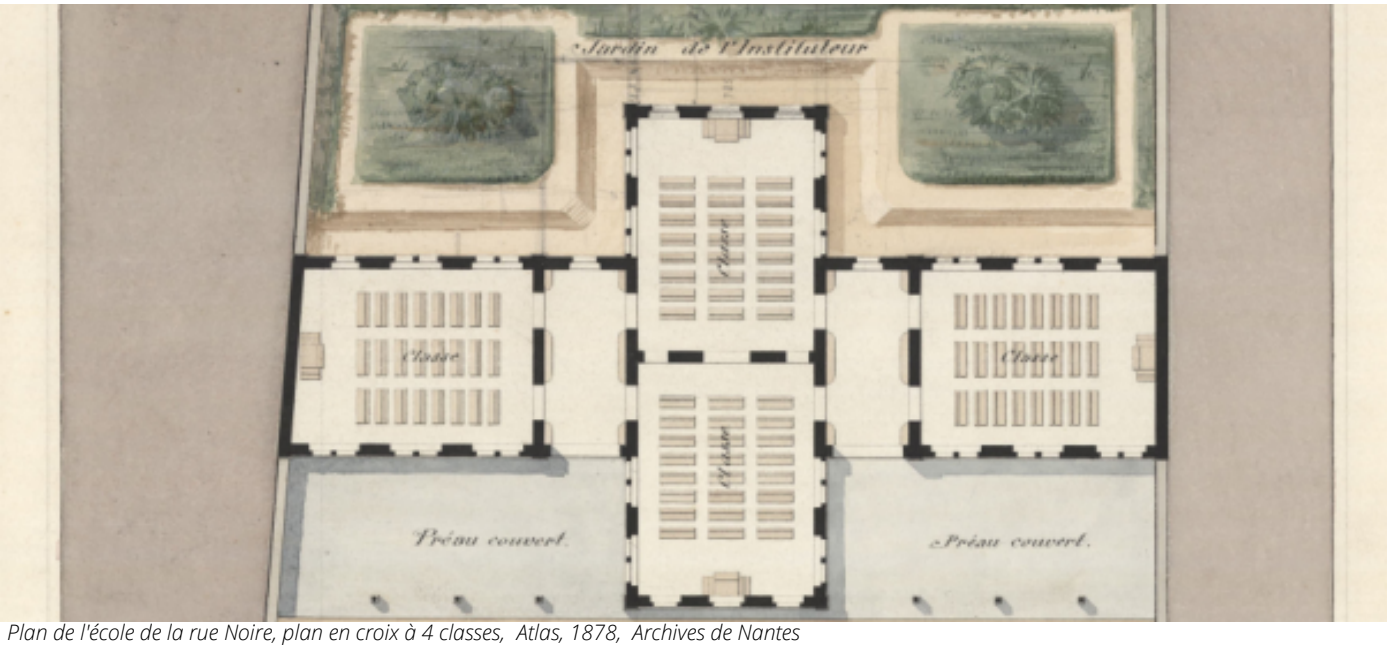
Nantes peut alors répondre à une demande croissante, du fait du développement de la ville. Le mouvement de création d'écoles se poursuit sur les trois décennies suivantes, conforté par la promulgation des lois Ferry. Entre 1870 et 1900, les investissements dans les bâtiments scolaires, notamment destinés à l'enseignement primaire, absorbent plus de 10% des emprunts municipaux ; c'est le deuxième poste de dépenses après ceux de la voirie et de la salubrité (10).

(10) Suteau, Marc, "La politique scolaire de la ville de Nantes. 1830-1870", *Histoire de l'Education*, n°66,1995, pp.85-108.

École de la Fraternité, DParc, 2020

- **le particularisme chantenaysien : le rôle de Paul Griveaud**

Paul Griveaud devient maire de Chantenay en 1900. Il a alors 53 ans, et une longue carrière derrière lui. Républicain, radical, franc-maçon, il milite pour l'école laïque ; à ce titre il est un des fondateurs de la ligue d'enseignement au niveau départemental.
Entre 1900 et 1908, en tant que maire, il fait construire une nouvelle mairie et rebaptise les rues de la commune en souvenir de la Révolution française. En 1901, il devient président de la section nantaise des Droits de l'Homme. Son implication en faveur de l'enseignement laïc se concrétise par l'organisation de la Fête de la Ligue de l'Enseignement en juin 1904 sur sa commune, et par la construction de deux écoles de la Fraternité et de la Mutualité, la première étant inaugurée en septembre 1904 en présence du ministre de la Marine, Camille Pelletan. Cet élan constructeur qui permet de doubler le réseau des écoles publiques de Chantenay est révélateur de la volonté d'indépendance du maire vis-à-vis de Nantes. Pourtant, il n'empêchera pas l'annexion de Chantenay, quelques semaines avant l'achèvement de l'école de la Mutualité.



Plan de l'école de la rue Noire, plan en croix à 4 classes, Atlas, 1878, Archives de Nantes

Les deux générations d'écoles républicaines

La IIIe République a vu se déployer deux générations d'écoles modèles.

- **Décennies 1870-1880** (11)

Les années 1875-77 voient s'imposer un modèle-type de programme d'école primaire à 4 classes. Ce modèle est alors décliné par l'architecte de la Ville, Alfred Marchand, qui s'en fait une spécialité. Sur certains des projets d'école, il a pu être épaulé par Antoine Demoget, nommé architecte en chef en 1876. Le modèle-type repose sur une disposition normée des bâtiments : un bâtiment d'entrée sur rue de deux niveaux portant les armes de la Ville, l'inscription gravée "École communale". Ce bâtiment qui borde la rue est destiné à accueillir la conciergerie et les logements de fonction. Au fond de la parcelle, les salles d'enseignement disposées en croix font le pendant à ce premier bâtiment d'entrée. Conçues sur un niveau parfois surélevé, les salles de classe de 75 élèves sont largement ouvertes par des baies vitrées. Elles ont un accès indépendant sur la cour fermée et bordée de préaux. Ce modèle a été décliné notamment à l'école des Garennes et l'école de la rue Noire.
Lorsque la parcelle est insuffisante pour une telle disposition, notamment en centre-ville, d'autres solutions sont trouvées : le bâtiment principal peut alors s'étendre sur la rue et prend davantage de hauteur. C'est le cas pour l'école de la rue des Arts (Jean-Jaurès), ou celle de la rue Saint-Léonard (Léon-Blum). Le plan en croix des salles de classes est abandonné car peu adapté à des parcelles étroites ou contraintes. C'est au sein du bâtiment sur rue ou immédiatement dans son prolongement que se retrouvent alors les salles de classe. Malgré l'affirmation de l'école républicaine, le style architectural reste sobre soumis aux préoccupations d'économie et d'hygiène. Les concepteurs restent fidèles à un "rationalisme éclectique (12) de rigueur sans céder au courant néogothique alors en vogue. Cependant, malgré leur relative banalité architecturale, la visibilité de ces bâtiments dans la cité se manifeste de deux façons :

- par l'importance donnée au bâtiment d'entrée donnant sur la rue,
- par la présence systématique des symboles républicains en façade : armes sculptées de la Ville, inscription "école communale" ou "école publique" gravée en toutes lettres.

- **Décennies 1900-1910** (13)

La décennie qui précède la Première Guerre mondiale est marquée par un glissement vers de nouveaux modèles architecturaux proches de l'architecture de gare.
Celui qui s'impose à Chantenay à travers les réalisations des écoles de la Fraternité puis de la Mutualité, semble avoir pour but de renforcer la monumentalité de l'ensemble. Le bâtiment d'entrée de deux niveaux est encadré par deux longs bâtiments d'enseignement, le tout s'alignant sur la rue sur près de 75 mètres de long pour la Fraternité et plus de 95 mètres de long pour la Mutualité. Comme aux décennies précédentes, la présence des symboles républicains sur le bâtiment d'entrée est systématique. Le choix des matériaux qui privilégie le moellon de granit en façade est une des marques de fabrique des bâtiments publics chantenaysiens de cette période. La

(11) Cette typologie d'architecture est illustrée par les écoles des Garennes, Léon-Blum, de la rue Noire, Ledru-Rollin, *Architectures scolaires*, vol. 2, pp. 13-28
(12) Bienvenu, Gilles, *De l'architecte-voyer à l'ingénieur en chef des services techniques : les services d'architecture et d'urbanisme de la ville de Nantes du 18e au 20e siècle*, vol.2, 4e partie, chap.8 L'architecture communale sous Demoget, p.1158.
(13) *Architectures scolaires*, vol.2, pp 29-36

Ancien école de Saint-Joseph devenue maison des associations, DParc, 2020

Élévation de l'école du Vieux Doulon, Leray F, 1897, Archives de Nantes

présence de vastes baies encadrées de briques et de pierres calcaires vient rythmer les travées et la composition d'ensemble. Par son plan masse, ce type d'école se rapproche de l'architecture utilitaire à la manière de l'architecture de gares.
Autre déclinaison architecturale de cette fin de décennie : le recours à une architecture pittoresque, qui s'apparente aux villas de type chalet. L'établissement scolaire le plus représentatif de cette tendance fut l'école communale du Vieux Doulon réalisée par l'architecte Francis Leray en 1900. Cette réalisation est remarquée et diffusée à travers l'édition d'un *Guide pratique de la construction des écoles* par Labeyrie et Leray en 1909. Ce guide a reçu l'approbation du ministère de l'Instruction publique. Le projet lui-même avait fait l'objet d'une présentation en 1897, sous forme de planches aquarellées. Le style pittoresque y est lisible, à travers l'association des matériaux briques et et pierre qui permet la polychromie, le traitement de la charpente et de la toiture, le soin apporté à la clôture et au portail d'entrée.
Sans que l'on puisse dire si elle a servi de modèle en France, l'école de Doulon reflète une des tendances de cette période. Le pittoresque se diffuse tant dans l'architecture domestique que dans l'architecture scolaire. On en trouve trace dans la réalisation de l'école communale de Saint-Joseph de Porterie qui est construite en 1911 par l'architecte Louis Douillard. Cette école est aujourd'hui devenue la maison des associations de Saint-Joseph de Porterie.
Au moment de sa construction, elle a bénéficié d'un traitement de qualité avec force détails décoratifs et l'emploi de matériaux onéreux. Il s'avère qu'elle était située au-delà de l'octroi, ce qui a permis de diminuer les frais afférents et donc d'user de matériaux de plus grande qualité. Par ailleurs, le projet était mis en œuvre par la coopérative des entrepreneurs nantais, une occasion rêvée de montrer leur savoir-faire dans toute sa diversité.

Encart

- **Les catalogues et guides d'architecture au 19e siècle, influence et limites** (14)

Au cours du 19e siècle, alors que se constitue l'arsenal législatif en faveur de l'école publique, différents auteurs, architectes et inspecteurs, éditent des ouvrages visant à promouvoir des modèles d'architecture scolaire. Le contenu de ces ouvrages a pu évoluer au fil du temps et en fonction de leur auteur ou du public qu'ils visaient.
Quatre ouvrages retiennent en particulier l'attention. En 1834, suite à la loi Guizot, un premier ouvrage de modèles types est proposé par l'architecte **Bouillon**. Ce catalogue présente des modèles théoriques qui ont pour but de promouvoir un programme architectural en fonction de la taille de la commune. A ce stade, le plan-type reste la règle. L'élévation de façade et la composition sont réduites à leur plus simple expression, en évitant toute référence marquée à un style. La fonctionnalité doublée d'un souci d'économie est au cœur des préoccupations : le plus souvent, il s'agit de proposer un modèle de mairie-école qui réponde aux nouvelles lois de la monarchie de Juillet. Le guide Bouillon n'a donc pas la prétention d'imposer une esthétique mais s'attache avant tout à la fonctionnalité des lieux. Aussi, et du fait même de sa forme, il est difficile de dire si ce guide a eu une influence sur la création des premières écoles publiques nantaises, chantenaysiennes et doulonnaises.

Le guide **Pompée** qui lui succède en 1872-73, se veut une synthèse entre la norme réglementaire, de plus en plus précise, et l'élaboration de plans-types. Ce guide édicte des normes d'organisation spatiale en fonction du nombre d'élèves et des normes d'enseignement et d'hygiène : taille des salles d'enseignement, disposition et type de matériel, distribution fonctionnelle des espaces. C'est à partir de ces normes que les plans types sont établis.

Un peu différent dans son approche, le guide établi en 1877 par **Narjoux**, architecte de la Ville de Paris, suite à un concours lancé par l'Encyclopédie d'Architecture. Ce guide cherche à rompre avec les plans types et modèles, sans pour autant y parvenir complètement, puisque toute la première partie de l'ouvrage est consacrée à la réglementation et à ses incidences sur l'architecture.

En revanche, le guide édité au début du 20e siècle par **Labeyrie et Leray** est d'une tout autre nature. Il se veut un guide pratique de construction apportant des conseils et une économie du projet tout en proposant en exemple des réalisations sélectionnées à travers la France. Ce guide est l'œuvre d'un architecte praticien qui réalisa en tant qu'architecte privé, nombre d'édifices publics ; il réalise entre autres de très nombreuses écoles. Il est aussi l'auteur de l'hôtel de ville de Doulon en 1899-1900. Il sera architecte de la ville de Nantes de 1908 à 1909, puis présidera aux destinées du tout nouvel Office Public d'Habitat Bon Marché de Nantes. Il est donc un architecte bien implanté à Nantes et ses communes voisines. L'ouvrage dont la première édition remonte à 1904 fait d'ailleurs écho à une réalisation locale : l'école communale du Vieux-Doulon. Cette école, aujourd'hui disparue, est donnée en exemple, sans que l'on sache si elle a fait des émules à travers le territoire national.
Son esthétique cependant se réfère à un courant pittoresque en vogue à cette époque. Ce guide qui s'adresse plus particulièrement aux édiles et aux constructeurs pour les conseiller dans leur projet, a reçu l'approbation du ministère de l'Instruction publique, bénéficiant ainsi d'une publicité et d'une diffusion plus larges et de rééditions augmentées.

Extrait de Narjoux, Félix,
Les écoles publiques en France et en Angleterre, 1877 (source :gallica.bnf.fr)

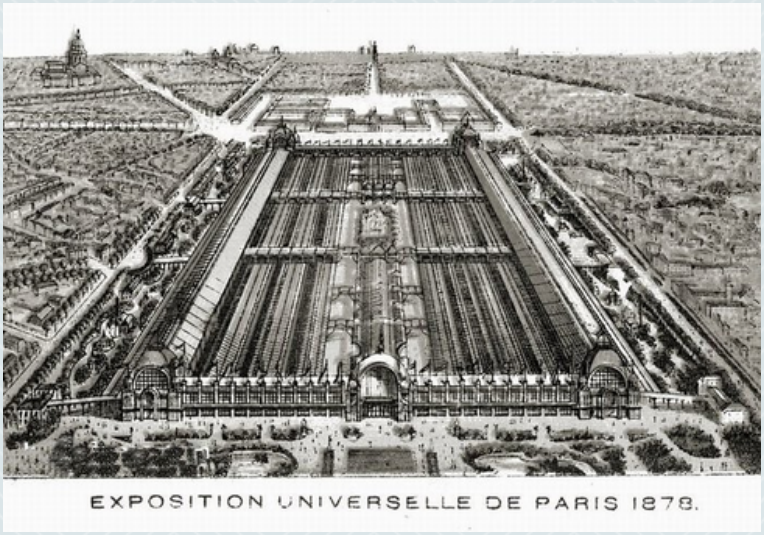
(14) Toulier, Bernard, "L'architecture scolaires au 19e siècle : de l'usage des modèles pour l'édification des écoles primaires", *Histoire de l'Education*, n°17, 1982, pp.1-29

Encart

- **La diffusion des modèles architecturaux : le rôle des expositions universelles et la participation de Nantes à l'exposition universelle de 1878**

Au 19e siècle, la question de la diffusion des modèles architecturaux est posée. Si elle a pu trouver un écho à travers la publication de guides de construction et d'architecture, elle trouve également une réponse à travers les expositions nationales et internationales. Les expositions universelles sont sans aucun doute le moment le plus attendu pour asseoir la notoriété des Etats mais aussi celle des entreprises, et ce, dans tous les domaines. Manifestations politiques, économiques et culturelles, les expositions universelles drainent, au cours du 19e siècle, un public de plus en plus nombreux . Paris accueillera l'édition de 1855, 1878, 1879, 1900. En 1855, l'exposition universelle compte 24 000 exposants et reçoit 5,1 millions de visiteurs ; celle de 1900 comptera 83 000 exposants avec 50,8 millions de visiteurs !

L'exposition universelle de 1878 qui regroupe plus de 50 000 exposants, a suscité à Nantes une mobilisation et une participation actives. Six mois avant l'ouverture, le ministère de l'Intérieur sollicite toutes les grandes villes de France pour exposer sur un espace commun dans les annexes du Champ-de-Mars. Pour représenter ses principales réalisations, la Ville de Nantes choisit de confectionner une quinzaine d'atlas illustrés sur des thèmes aussi variés que les grands travaux, les ponts, les squares et jardins, les bâtiments communaux. Parmi ces albums agrémentés d'aquarelles ou de photographies, la Ville choisit d'en consacrer deux aux écoles publiques (15). L'un évoquera les écoles existantes avant 1875. L'autre abordera les créations les plus récentes. Ces deux albums étaient destinés à être présentés aux visiteurs. Les expositions universelles sont une occasion unique de faire connaître les communes de France et leur action publique, notamment dans le domaine scolaire. Lors de l'exposition de 1878, le mobilier scolaire tient une place prépondérante sur les stands par rapport aux réalisations architecturales. Cette attention répond à des préoccupations hygiénistes et de santé : la conception du mobilier doit en particulier permettre de lutter contre la scoliose des enfants. Une classe modèle sur les propositions de l'architecte Pompée est reconstituée dans le pavillon de la Ville de Paris.
Cependant, les constructions ne font l'objet que de reproductions sous forme d'affiches réunies dans des albums, sans recours aux maquettes. Les reconstitutions étaient plus nombreuses en 1867 où de nombreuses quinzaine d'atlas illustrés sur des thèmes aussi variés que les grands travaux, les ponts, les squares et jardins, les bâtiments communaux. Parmi ces albums agrémentés d'aquarelles ou de photographies, la Ville choisit d'en consacrer deux aux écoles publiques (16). travers un rapport et une conférence. S'ajoute à cela, le public de visiteurs venus en badauds (plus de 16 millions de visiteurs) et qui a pu profiter des stands pour se familiariser avec les tendances du moment. La diffusion des modèles d'architecture a pu en bénéficier aussi sans qu'on en mesure précisément l'impact. Ainsi il est difficile de savoir qui a regardé les atlas de Nantes et ses écoles et comment ces édifices ont été perçus.



Exposition Universelle de Paris de 1878, Champ de Mars, DR

(15) Ces albums sont conservés aux Archives de Nantes, sous les cotes 2F19, 2F20, 2Fi21 et sont consultables sur le site des Archives de Nantes, dans leur version numérisée.
(16) Toulier, Bernard, "L'architecture scolaires au 19e siècle : de l'usage des modèles pour l'édification des écoles primaires", *Histoire de l'Education*, n°17, 1982, pp.1-29

Enfants devant l'école du boulevard des Poilus, 1939, Archives de Nantes, 13Fi1082

L'école, boulevard des Poilus (école François-Dallet) : un cas unique (17)

A la veille de la Première Guerre mondiale, la Ville fait appel à un architecte Étienne Coutan qui avec Camille Robida, son associé puis collègue à la Ville, insufflera entre 1910 et 1940 un nouvel élan constructeur. Pendant près de 30 ans, les deux architectes associés d'abord dans le privé, puis au sein des services municipaux, offrent à la Ville de nouvelles réalisations architecturales qui relèvent à la fois de la tradition et de la modernité. La construction des écoles nantaises, pendant ces trois décennies, est révélatrice de ce double mouvement novateur et classique.
L'école du boulevard des Poilus est l'exemple le plus marquant de cette nouvelle inflexion. Quand ce groupe scolaire ouvre ses portes en 1913, il est remarqué pour son originalité esthétique. Ses contemporains soulignent sa relative audace architecturale en rupture avec les modèles architecturaux existants. Bien sûr, cet établissement se distingue par rapport à l'ensemble de la production des écoles de la décennie. Si on le compare aux deux écoles de Chantenay ressemblant à des gares, ou bien à la petite école communale de Saint-Joseph aux allures de chalet, toutes contemporaines de l'école du boulevard des Poilus, on ne peut que souligner la rupture formelle.
C'est qu'Étienne Coutan, auteur de ce nouveau groupe scolaire, promu architecte de la Ville en 1911, vise à plus d'originalité que ses prédécesseurs.

En 1911, Étienne Coutan, âgé de 36 ans, qui exerce en tant qu'architecte libéral depuis 1907, a déjà une solide expérience doublée d'une culture professionnelle indéniable. Diplômé de l'école des Beaux Arts de Paris, il a obtenu le Second Prix de Rome en 1902. En 1904 et 1906, il voyage à travers l'Europe, notamment en Angleterre, Belgique, Allemagne où il s'imprègne de mouvements artistiques et architecturaux comme le courant Arts and Crafts en Angleterre.Il garde de ses observations et de ses voyages, le goût pour la synthèse entre architecture moderne et architecture locale.

Ainsi le groupe scolaire du boulevard des Poilus associe deux tendances du mouvement Arts and Crafts : une tendance traditionnelle dans sa recherche esthétique qui puise dans le régionalisme notamment à travers le choix de matériaux locaux et une tendance moderne qui renouvelle l'esthétique et inscrit les bâtiments dans un environnement urbain et paysager repensé. La volonté de créer un aspect de village pour cet ensemble scolaire est, pour le coup, audacieuse pour l'époque.

Le groupe scolaire du boulevard des Poilus aurait pu créer un précédent et servir de modèle à d'autres établissements nantais ou de la région. Pour autant, il n'en fut pas le cas à Nantes. Sans doute, la Première Guerre mondiale mit un coup d'arrêt à cette voie nouvellement défrichée. L'après-guerre sera le temps d'affirmation de l'Architecture moderne, laissant de côté les réalisations inspirées du régionalisme.

(17) *Architectures scolaires nantaises*, vol.2 pp. 37-40

Écoles de la modernité

Groupe scolaire Longchamp, [s.d.], Archives de Nantes, 13Fi2169,

Un *contexte de relance retardée*

- **contexte national**

D'une manière générale, la Première Guerre mondiale ralentit la construction en France. Si l'on y ajoute dans l'immédiate après-guerre, le phénomène des classes creuses du au déficit des naissances, on comprend que la construction d'établissements scolaires tarde à reprendre. A partir de 1929, la crise économique vient par ailleurs grever les subsides de la Ville et de l'État. Enfin, c'est seulement en 1936 que l'arrivée du Front populaire avec son jeune ministre de l'Éducation Nationale, Jean Zay, redonne un nouvel élan à la politique publique en faveur de l'enseignement laïc, obligatoire et gratuit.

- **contexte nantais**

Aussi, l'entre-deux-guerres est marqué par le faible nombre de constructions scolaires. A Nantes, seuls trois groupes scolaires sont construits entre 1936 et 1938 : Longchamp, La Contrie et Plessis-Cellier (18)
La reprise est tardive. La municipalité Cassegrain relance le programme de construction. Les projets souvent antérieurs à la guerre et qui avaient été remisés, faute de moyens, sont relancés. La fin des années 1930 est propice à une reprise de la construction dans la mesure où les effectifs des jeunes à scolariser retrouvent puis dépassent vers 1935 les niveaux d'avant guerre. De 25 000 élèves en 1919, Nantes était passée à 18 500 en 1925, avant de remonter à 22 000 élèves en 1931, puis 27 500 en 1936. Dans cette décennie, la ville connaît une forte croissance urbaine, favorisée par les lois Loucheur et Cornudet qui entraînent l'apparition en périphérie urbaine de nombreux lotissements pavillonnaires, souvent dépourvus d'équipements publics tels que les écoles.

(18) Les exemples de la Contrie et du Plessis-Cellier sont présentés dans *Architectures scolaires nantaises*, vol.2 pp. 41-46

École de plein air de Suresnes, DR

L'influence du Mouvement moderne

Dans cette période, l'Architecture moderne se structure autour de Le Corbusier et de ses disciples. Le IVe Congrès International d'Architecture Moderne aboutit à l'adoption de la Charte d'Athènes en 1933. Les principes et formes architecturales du mouvement moderne trouvent un écho à travers des projets expérimentaux, mais aussi à travers l'architecture publique ordinaire. Ainsi, les écoles sont conçues selon ces nouveaux préceptes.
Le Mouvement moderne a les faveurs des architectes parce qu'il répond également à des préoccupations hygiénistes qui depuis la fin du 19e siècle, innervent le monde scolaire.

- **Étienne Coutan et Camille Robida, deux architectes de leur temps**

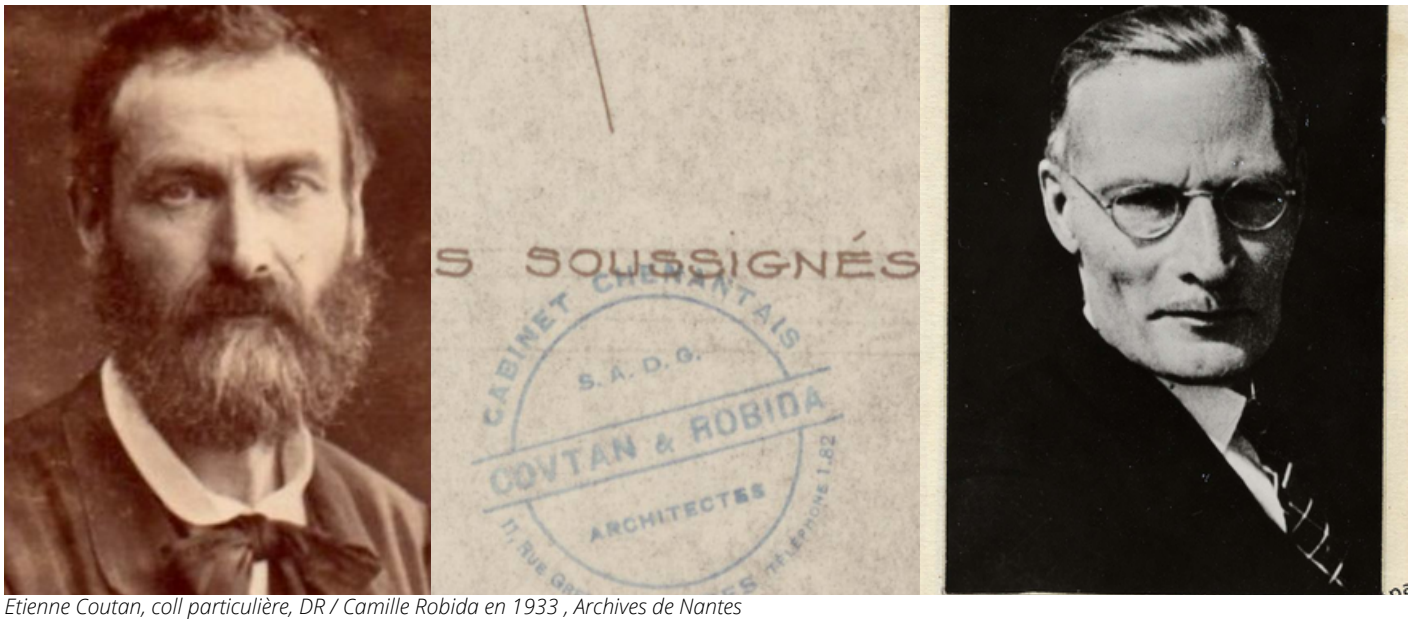
A Nantes, deux architectes président à l'émergence des idées nouvelles, en matière de constructions publiques :

- Étienne Coutan qui poursuit sa carrière comme directeur du service d'Architecture, des Plantations et des Jardins jusqu'en 1933, puis comme directeur du service d'Esthétique urbaine, tout en continuant à officier ponctuellement comme architecte libéral
- Camille Robida, compagnon d'atelier, associé d'Étienne Coutan dans leur agence privée à partir de 1913, entré à la Ville en 1919 comme directeur du plan d'expansion et devenu en 1933 architecte en chef du service d'Architecture et des Bâtiments Communaux.

Les deux hommes collaborent pour réaliser le programme de construction des trois groupes scolaires de Longchamp, La Contrie et Plessis-Cellier. Etienne Coutan intervient comme concepteur, remettant en 1933 ses projets réalisés par son agence à titre privé. Mais Camille Robida en tant qu'architecte de la Ville, intervient également dans la conception et la réalisation des projets.
Il est vrai que la Ville, pressée d'aboutir, fait tout autant appel à son service d'Architecture qu'à l'agence d'Étienne Coutan pour accélérer les réalisations.

Camille Robida a commencé sa carrière d'architecte en 1903, après des études à l'École des Beaux-Arts de Paris. De 1908 à 1912, il est appelé à superviser la construction d'une ville nouvelle Héliopolis à l'est du Caire. En 1913, Étienne Coutan, son camarade d'atelier, l'invite à le rejoindre à Nantes pour le projet de reconstruction du théâtre de la Renaissance. La guerre interrompt le projet. Appelé à remplacer Étienne Coutan dans ses fonctions en 1918, Camille Robida intègre définitivement les services municipaux en 1919. Il y restera jusqu'en 1938, date de sa mort.

L'architecture des groupes scolaires de l'entre-deux-guerres est inspirée du mouvement moderne.
Des notes de service émanant du cabinet du Maire de Nantes se font l'écho des débats modernistes en cours. En 1930, alors que la municipalité Cassegrain relance le dossier de construction des écoles, des articles de presse mettant en



Etienne Coutan, coll particulière, DR / Camille Robida en 1933 , Archives de Nantes

avant l'exemple des écoles de plein air et des écoles hygiénistes circulent et servent de références : il en est ainsi de l'école A. Briand de Suresnes ou de l'école de plein air d'Amsterdam. A la lecture de ces articles de presse, le secrétaire général de la Ville écrit : " je note en passant l'intérêt qu'il y aurait de s'inspirer de formules modernes pour la construction des groupes scolaires. M. l'inspecteur me communique les vues ci-jointes. L'effet de Suresnes me paraît remarquable."(19)
Ainsi, les idées nouvelles circulent non seulement auprès des architectes de la Ville, mais aussi auprès des administratifs et des élus.

De fait, les trois groupes scolaires inaugurés entre 1936 et 1938 répondent aux aspirations du mouvement moderne. On est alors frappé par le changement d'échelle de ces véritables cités scolaires.
L'école de Longchamp, quoique plus modeste que ses cousines de Suresnes ou de Keller, constitue alors le plus grand équipement scolaire public de Nantes du 1er degré. Le reportage photographique réalisé peu avant l'inauguration atteste de l'application des idées nouvelles : formes épurées et grands volumes, toits-terrasses, recours au béton armé et au verre, larges ouvertures avec un éclairement des salles de classe sur les deux côtés.

(19) Archives de Nantes, 4M C18 D8

Encart

- ***Hygiénisme et éducation : évolutions des considérations hygiénistes dans le projet architectural (1860-1940)***

Depuis la deuxième moitié du 19e siècle, inspecteurs, médecins, constructeurs et édiles se préoccupent de l'hygiène et de la santé des enfants scolarisés. Cette attention se traduit par la formulation de normes diffusées par le ministère de l'Instruction publique (20).
Ces normes ne sont pas sans conséquence sur la construction des écoles. Le programme architectural se doit de respecter un certain nombre de règles, aptes à préserver la santé des jeunes enfants : surfaces des classes suffisante, hauteur des salles, systèmes d'aération et de ventilation, éclairement ; ces éléments doivent être pris en compte pour déterminer la superficie, le volume des salles de classes et leurs ouvertures. C'est ainsi que le ministère de l'Instruction publique diffuse ses idées et préceptes dans les guides et catalogues d'écoles. Il s'appuie aussi, à partir de 1882, sur la Commission d'hygiène des écoles. En deux ans, cette commission favorise, par ses préconisations et rapports, la codification de l'hygiène scolaire. Si l'Etat est le premier à agir, il est relayé par les édiles locaux qui interviennent au nom de la salubrité publique, notamment pour le choix des lieux d'implantation.

La recherche de lieux sains et sécurisés est privilégiée. Par exemple, lorsqu'en 1870, la Ville choisit d'implanter deux écoles primaires de filles et de garçons le long de l'Erdre sur le quai du Marais, le sujet est débattu au conseil municipal. Ainsi, le docteur Ange Guépin, pourtant élu de la majorité, juge la parcelle trop exiguë pour un maintien de bonnes conditions sanitaires. De par sa profession, Ange Guépin a dénoncé dès les années 1830 les conditions d'hygiène déplorables et les maladies touchant les classes populaires. Il est aussi très impliqué dans les œuvres scolaires, ayant contribué à la création de la Société nantaise pour l'enseignement professionnel des jeunes filles en 1869. Aussi, il se fait le porte parole des partisans de la généralisation des règles d'hygiène et de salubrité.

"M. Guépin insiste pour l'achat de ces terrains dont parle M. Flornoy. On les aurait à très bon compte. On pourrait alors créer deux magnifiques établissements séparés : l'un pour les filles, l'autre pour les garçons. Mais dans le projet actuel, il voit des inconvénients à l'assemblage des deux écoles, à l'étroitesse et à l'insuffisance d'aération et de lumière des cours, il trouve ce projet mauvais et il ne le votera qu'à son corps défendant" (21). De ce fait, seule l'école communale de filles y sera finalement installée.

La question devient cruciale dans les décennies suivantes du fait du développement de la tuberculose qui touche de plus en plus de jeunes. L'entre-deux-guerres voit la création des infirmeries au sein des groupes scolaires. A Nantes, la Ville décrète par arrêté municipal du 14 février 1921, la création de 8 postes d'infirmières, chacune devant suivre de 5 à 6 établissements. En même temps, il est prévu d'aménager dans tous les groupes scolaires, un local dédié.

Les préoccupations hygiénistes amènent à de nouvelles expériences pédagogiques qui restent relativement isolées, mais marquent durablement les modes constructifs. En Europe et en France, les "écoles de plein air" quoique peu nombreuses, ont servi de modèle pour proposer une architecture scolaire d'un nouveau genre. A l'origine, s'est posée la question de l'accueil de jeunes tuberculeux dans des structures spécialisées de longue durée : les sanatoriums au cœur des montagnes françaises restent la seule solution pour guérir les malades. Mais que faire de ces jeunes en convalescence de longue durée ? C'est dans ce contexte que naissent de nouvelles formes d'apprentissage en plein air, d'abord à la montagne puis dans d'autres lieux favorisant la vie au grand air. Ces écoles expérimentales ont connu leur premier développement en Allemagne et en Suède, mais d'autres pays suivent. Dans l'entre-deux-guerres, le sujet devient récurrent.

(20) Félix Narjoux, dans son ouvrage de 1870 consacré à l'architecture communale, revient sur les normes édictées dans les circulaires ministérielles avant 1870. Il mentionne le règlement général du 21 mars 1855 sur les salles d'asile, la circulaire du 30 juillet 1858 sur la construction des écoles primaires et salles d'asile et la circulaire du 18 septembre 1861.
(21) Conseil Municipal du 17 juin 1870, Archives de Nantes, 1D53

Les écoles de plein air se multiplient, mais elles ne donnent pas toujours naissance à des projets architecturaux originaux. Par exemple, l'école de plein air de Nantes est installée dans le château d'Aux à 30 km de la ville. Cette vieille bâtisse bénéficie d'un parc et d'un domaine de plusieurs hectares, ce qui justifie qu'elle ait été retenue. Des considérations du même ordre prévaudront à l'installation de l'école maternelle Joseph-Blanchart en 1941, dans une ancienne maison de maître au milieu d'un parc arboré, sur le versant est de la butte Sainte-Anne (22).

Lorsque les écoles de plein air donnent lieu à la construction de bâtiments, l'architecture ose des formes nouvelles : l'école d'Amsterdam s'offre une tour de verre ouverte et lumineuse, l'école de Suresnes près de Paris s'organise dans un vaste parc arboré en petits modules transparents, entièrement tournés vers la nature avec ses murs de verre escamotables.
Ces projets audacieux ne trouvent pas forcément leur traduction immédiate dans l'architecture scolaire ordinaire, mais les idées circulent et inspirent.

École de plein air au château d'Aux, élèves durant un cours en plein air. En arrière-plan, la Loire, [s.d.], Archives de Nantes, 13Fi939

(22) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, pp.10-12

Ecole de la Prairie d'Aval après les bombardements, 1945, Archives de Nantes, 22Fi326

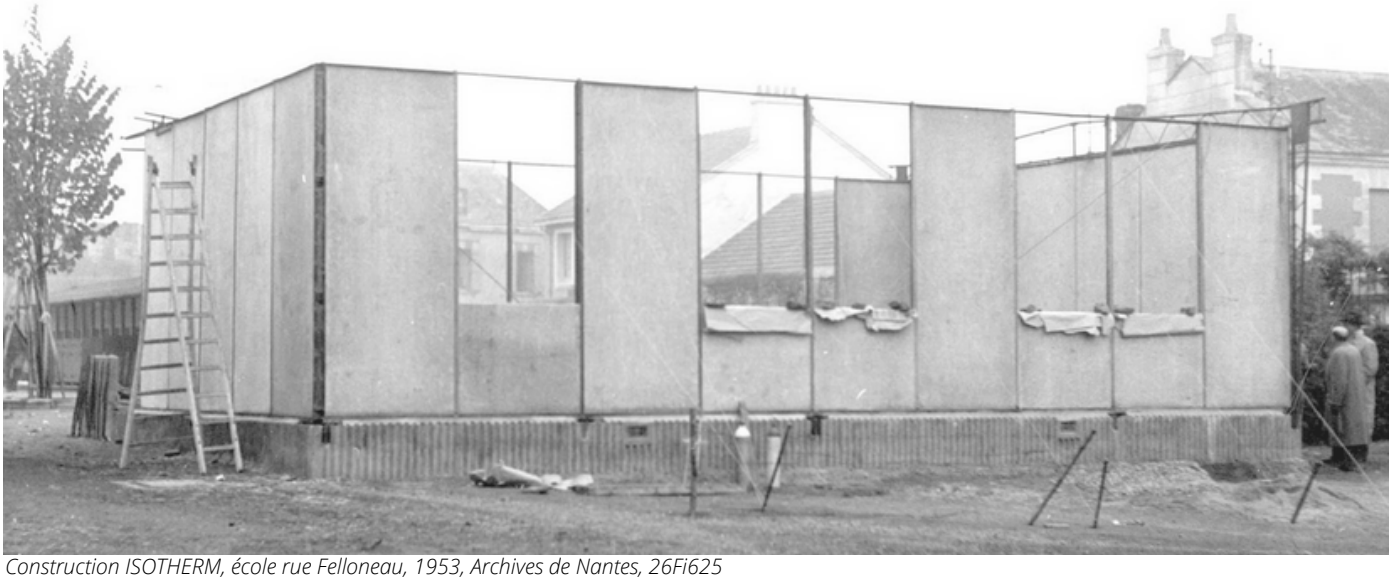
La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

- **contexte nantais : réquisitions, occupations et destructions**

Durant la Seconde Guerre mondiale, Nantes connaît l'Occupation qui n'est pas sans conséquence pour les écoles. Ces équipements ont pour la plupart été réquisitionnés pour accueillir une partie de la garnison allemande ou installer des postes d'observation (école des Garennes). Ces occupations parfois longues obligent les écoles à fonctionner en demi-effectifs en alternant les classes ou à transférer une partie de leurs activités dans d'autres locaux des environs. C'est dans ce contexte par exemple que l'école maternelle rue Joseph Blanchart voit le jour. Cette ancienne crèche est transformée en école pour faire face à ce manque de place, suite aux réquisitions des écoles du quartier.
Après guerre, les dommages causés par l'Occupation seront recensés en vue de la prise en charge des réparations ; parmi les dommages les plus fréquents, des dégradations intérieures sur la serrurerie, les peintures, les planchers ; plus étonnant, les remises en état des peintures extérieures pour effacer les peintures de camoufflage utilisées pour brouiller le repérage ennemi (ce fut le cas au Plessis-Cellier et à la Contrie).
Outre l'Occupation, Nantes connaît pendant la guerre, des bombardements dévastateurs en 1943 qui touchent durement son réseau d'écoles. Presque toutes les écoles de Nantes sont concernées ; certaines sont entièrement détruites comme l'école du Chêne d'Aron ou celle de la Prairie d'Aval ; cette dernière ne sera jamais reconstruite.

- **contexte national : Reconstruction et dommages de guerre**

L'État, centralisateur et planificateur, reprend la main. Il accroît son contrôle sur les programmes de construction, fixe les priorités, définit la programmation.
Dans un premier temps, l'État assure le suivi de la procédure d'attribution des dommages de guerre, il recueille les demandes de réparations, analyse la nature des travaux et les devis, s'assure de leur recevabilité, contrôle leur réalisation et leur bon achèvement, avant versement du solde pour tout compte.
Puis, il devient le garant de la planification de la construction scolaire sur le long terme. Il conçoit et suit le Plan National d'Équipement ; il impose aussi une procédure en vue d'accélérer la construction : la commande groupée, qui permet de réaliser simultanément ou dans un délai resserré plusieurs groupes scolaires et qui est censée diminuer les coûts en globalisant les commandes auprès des entreprises. Cette procédure perdure jusqu'au milieu des années 1960.
Enfin, pour la première fois, l'État s'immisce dans le choix des modèles architecturaux, imposant des modèles-types, inspirés de l'Architecture moderne. A ce titre, le modèle de la barre-type à trois niveaux devient la norme dans la conception des écoles. Ce modèle proposé par des architectes désignés par le ministère s'impose sur plus de deux décennies.



Construction ISOTHERM, école rue Felloneau, 1953, Archives de Nantes, 26Fi625

Architectures de la Reconstruction

A Nantes, la période de la Reconstruction s'étend de 1946 à 1958 environ. Sur cette décennie, la Ville doit faire face à l'urgence et à l'ampleur des travaux, le tout dans un contexte de pénurie généralisée. Dès la fin des années 1940, la question des destructions se double de celle de l'accroissement démographique qui amène à une extension du parc des écoles. L'amorce des Trente Glorieuses ne fait que confirmer l'ampleur et l'urgence de la construction d'équipements scolaires. En ce qui concerne les écoles publiques, trois options voient le jour : le recours au baraquement provisoire en solution d'urgence, la reconstruction sur site des écoles détruites ou encore la construction ex-nihilo dans de nouveaux quartiers.

- **un marché pour des baraquements préfabriqués**

Pour parer à l'urgence, la Ville recourt à des baraquements. Le besoin pressant en baraquements incite à expérimenter des procédés de préfabrication. Ainsi un marché de gré à gré est passé en 1953 avec la société parisienne « Constructions Rapides Préfabriquées PROCEDES ISOTHERM », choisie sur la recommandation du ministère de l'Education nationale pour doter les écoles en structures temporaires. Il est prévu l'édification d'un logement d'instituteur et de 8 classes avec vestiaires, selon le procédé ISOTHERM couvert par un brevet d'invention pour les écoles suivantes :
- Gaston Serpette : 4 classes avec vestiaires, 40 volets, stores à l'italienne
- Alexandre Fourny : 2 classes avec vestiaires, 10 volets, 10 stores
- Grand Blottereau : 1 classe avec vestiaires
- Fellonneau : 1 classe avec vestiaires, un logement

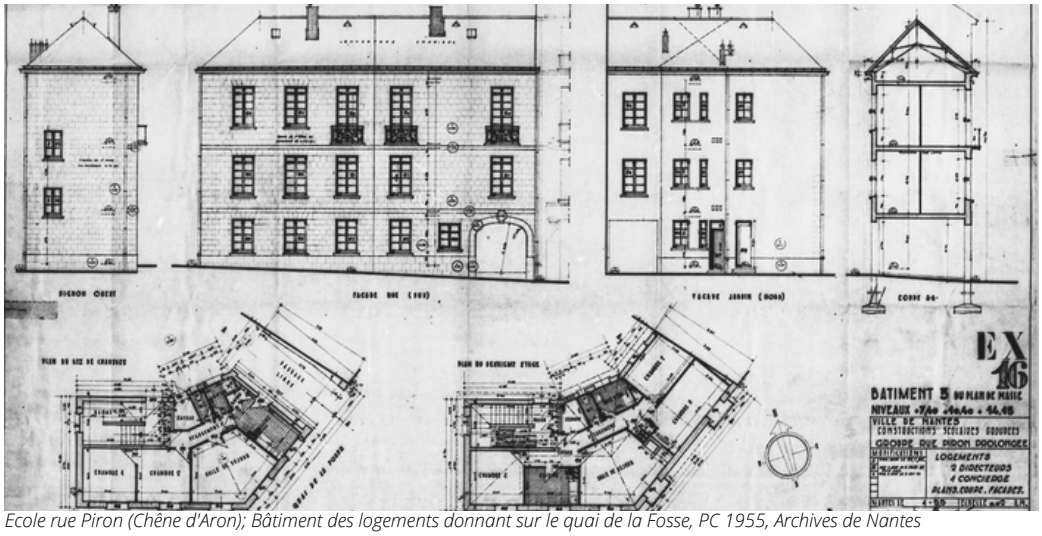
Cette expérimentation tourne au fiasco. Les travaux sont de mauvaise qualité, les retards importants et les malfaçons nombreuses. La presse s'empare du sujet dénonçant la situation qui se double d'un d'un conflit social au sein de la société qui ne paie plus ses ouvriers. La société est finalement placée sous liquidation judiciaire. Ainsi, le préfabriqué fait son entrée dans la construction mais avec plus ou moins de bonheur (23).

(23) Archives de Nantes, 1116 W 3

Ecole Chêne d'Aron, 2020, DParc

- **Reconstruire sur site : le modèle-type de Chêne d'Aron** (24)

La procédure des dommages de guerre permet la réparation ou la reconstruction de la plupart des écoles endommagées. Il en est ainsi de l'école du Chêne d'Aron. Située en centre-ville, cette école construite sous la IIIe République, subit les bombardements de septembre 1943. Elle en sort presque totalement détruite. En 1947, les ruines sont évacuées et des baraquements provisoires installés.
Puis vient le temps du projet. L'avant-projet de 1952 confié au service d'architecture de la Ville est remis en question. Un second projet conforme aux normes nationales retient les faveurs de la commission préfectorale, il est l'œuvre de Charles Friésé, architecte nantais. Le projet fait l'objet d'une commande groupée, selon le souhait de l'administration centrale.
Le principe est de respecter le modèle-type qui privilégie pour les classes élémentaires, la barre de plan rectangulaire à trois niveaux, surmontée d'un toit terrasse. La barre comprend un rez-de-chaussée occupé par un préau et une salle de travaux manuels attenante et deux étages de classes desservies par un couloir d'accès latéral et des escaliers à chaque extrémité. Pour les écoles maternelles, la barre est conçue de plain pied. Enfin la trame quadrillée de 1,75m est systématisée pour la réalisation des plans, suite à la circulaire du ministère de l'Éducation nationale de 1952. La recherche d'orientation du bâtiment est privilégiée pour favoriser une bonne exposition des classes. Leur exposition sud est préférée, tandis que le couloir d'accès est placé au nord. Les salles de classes sont dotées de vastes baies vitrées situées à moins d'1,5 m du sol, les allèges sont réduites, les châssis métalliques préférés au bois.
Le chantier de l'école du Chêne d'Aron présente cependant une particularité. Il
s'inscrit dans un quartier historique à forte
valeur patrimoniale. Aussi la question de l'intégration d'un bâtiment contemporain dans l'alignement du quai de la Fosse est soulevée. Il est alors choisi de concevoir un bâtiment pastiche sur le quai de la Fosse, en vue de son intégration à l'ordonnancement préexistant.



Ecole rue Piron (Chêne d'Aron); Bâtiment des logements donnant sur le quai de la Fosse, PC 1955, Archives de Nantes

(24) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, pp. 47-50

La salle des fêtes et de gymnastique des Marsauderies, 1959, Archives de Nantes, 25Fi0120

- **Une cité scolaire pour les Marsauderies : se démarquer du modèle-type** (25)

En 1947, la Ville, à la demande de l'État, fait établir un plan de reconstruction par l'architecte en chef Michel Roux-Spitz. Le plan de reconstruction et d'extension qui reprend en grande partie les travaux et orientations établis avant guerre par les services municipaux chargés du plan d'extension de la Ville, implique la création de nouveaux quartiers à l'urbanisme maîtrisé, au-delà du boulevard de ceinture. Il en est ainsi du Grand Clos, vaste opération de construction de 175 maisons individuelles, visant à reloger des familles sinistrées de Nantes. Ce quartier planifié et conçu par Roux-Spitz se double de la nécessité de créer des équipements. La cité scolaire des Marsauderies naît de ce contexte.
Ce groupe scolaire se distingue cependant de ses contemporains par son ampleur et sa recherche architecturale plus aboutie qu'ailleurs. Manifestement, l'architecte André Guillou donne à ce projet une signature particulière. C'est l'une de ses premières grandes réalisations. Il signera par la suite d'autres bâtiments : l'église Sainte-Madeleine, l'église Saint-Gohard à Saint-Nazaire, le collège de Talence, le restaurant universitaire du Tertre. En 1947, André Guillou vient d'être promu directeur de l'école des Beaux-arts de Nantes et du nouvel atelier d'Architecture de Nantes, précurseur de la future école régionale d'Architecture, qui entend affirmer son indépendance et sa place à l'échelle régionale. André Guillou en restera le directeur pendant 20 ans.

Le projet de cité scolaire se veut de grande ampleur. Il dépasse le programme d'un simple groupe scolaire. Il se veut complet et ambitieux, offrant par ailleurs une salle des fêtes et de gymnastique, des jeux extérieurs. Le traitement esthétique des bâtiments et le soin apporté au dessin des façades et des modénatures dénotent le travail de conception d'André Guillou qui, s'il applique les normes, n'en manifeste pas moins le souhait de personnaliser son projet. Il s'éloigne de l'Architecture moderne en prônant un certain classicisme architectural.

(25) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, pp. 51-55

Construction de l'école maternelle, rue Evariste-Luminais, 1953, Archives de Nantes, 28Fi4542

- **Généralisation du béton armé**

Dans cette décennie, les procédés de construction se normalisent. Le recours au béton armé appliqué à une trame normalisée se diffuse. La période est propice à la généralisation du béton armé, matériau peu coûteux, aux qualités plastiques reconnues et parfaitement adaptable. Néanmoins, la pénurie de moyens laisse encore une large place à la construction quasi artisanale. L'observation des photos de chantiers d'écoles dans la décennie des années 1950 est à ce titre intéressante. Les Archives de Nantes possèdent un fonds photographique d'une grande richesse portant sur les chantiers des écoles dans les années 1950 : on y voit des ouvriers armés de brouettes et de pelles travaillant avec peu de moyens mécanisés. Le chantier de construction de la maternelle de la rue Lamoricière montre des techniques de construction artisanales. Le coffrage des piliers en béton banché est réalisé à la main. Pour le montage de la structure en béton armé du premier niveau, les ouvriers se contentent d'échelles individuelles. L'emploi d'une grue de levage de petite taille devient nécessaire pour le second niveau du bâtiment.
Les éléments préfabriqués pour le gros œuvre ne sont pas encore de mise. La coulage du béton se fait le plus souvent sur place à partir de châssis conçus sur le chantier. La pénurie des matériaux est également un frein à l'industrialisation des procédés. Alors que les grands chantiers de la Reconstruction expérimentent des techniques de préfabrication, les chantiers plus modestes des écoles en restent au stade artisanal. On est encore loin d'une production de masse et les chantiers avancent souvent par a coups avec des ruptures d'approvisionnement et de financement.

L'industrialisation des procédés reste limitée à quelques chantiers. Sur celui des Marsauderies, de grande ampleur, on constate que certains panneaux préfabriqués sont stockés sur place avant d'être posés. Le recours aux plaques préfabriqués de mignonnette en parement est systématisé mais il ne concerne que les surfaces de remplissage. L'ossature en béton armé semble bénéficier d'un peu plus de moyens.
Par la suite, sur les chantiers plus modestes, l'emploi des parpaings industriels se généralise, sans pour autant faire disparaître la brique mécanique. Les chantiers de la Reconstruction se caractérisent par des techniques mixtes, mais les modes de mise en œuvre restent le plus souvent à une échelle artisanale.
La préfabrication semble donc arriver tardivement à Nantes et ne s'impose que dans la décennie suivante, lorsque les groupes scolaires s'inscrivent dans des programmations de grande échelle, celles des Z.U.P et des grands ensembles.

Ecoles des grands ensembles

Travaux de l'école des Dervallières, 1958, Archives de Nantes, 25Fi818

La course à la construction

- **contexte national et local**

Avec la réalisation de la cité des Dervallières, premier grand ensemble réalisé en France entre 1956 et 1965, la construction de logements et d'équipements change d'échelle. Pour la première fois à Nantes, il est décidé de créer un nouveau quartier d'une capacité de 2500 logements en construction préfabriquée. Les premiers logements sortent de terre en 1959. Cette opération préfigure les Zones à Urbaniser en Priorité (devenues Zones d'Aménagement Concertée) qui se développeront par la suite entre 1959 et 1975. A Nantes, les ZUP de Bellevue, la Bottière, la Boissière, Clos-Toreau, Malakoff visent à accueillir plusieurs dizaines de milliers de personnes à chaque opération (jusqu'à 30 000 à Bellevue-Saint-Herblain, la plus grande de toutes). En conséquence, le réseau des écoles se densifie rapidement. En parallèle de cette explosion démographique et urbaine, les réformes scolaires tendent à l'augmentation des effectifs. En 1959, l'allongement de l'instruction obligatoire à 16 ans marque la volonté d'un accès généralisé à l'école et au collège.
Pour faire face à cette vague de construction, les commanditaires généralisent la préfabrication et la production industrielle. La période 1965-75 se distingue par de nouveaux procédés visant à accélérer les chantiers. Les éléments de préfabrication changent d'échelle. Il s'agit de panneaux entiers assemblés en usine, associant le gros et le second œuvres. A Nantes, la préfabrication de masse devient la norme sur la ZUP de Bellevue, chantier d'exception de par son ampleur même. Le projet prévoit la création d'une cité en périphérie ouest de Nantes, à cheval entre la commune centre et celle de Saint-Herblain et pouvant accueillir jusqu'à 30 000 habitants. L'architecte en chef, Marcel Favraud, prévoit alors sur les deux communes, 9 groupes scolaires, de la primaire au lycée, pour accueillir l'ensemble des élèves du quartier. Leur réalisation tarde, créant une forte pression sur les établissements déjà convoqués.
Un autre plan masse fait son apparition sur la période même s'il reste minoritaire : le plan en plots. A Nantes, un seul groupe scolaire adopte ce plan : les écoles primaires EP3 de Bellevue, devenue écoles Jean-Zay (26). Les bâtiments sont construits selon un plan carré. Ils sont disposés isolément sur la parcelle, sans être reliés entre eux. Le plan intérieur diffère quelque peu de celui de la barre-type, puisque les couloirs sont situés au centre afin de desservir les classes réparties de part et d'autre du bâtiment.
Le modèle productiviste à grande échelle n'est pas toujours appliqué même dans cette seconde moitié des années 1960. Tout d'abord, les équipements scolaires ne concernent pas forcément des ZUP ou des grands ensembles. L'exemple du groupe scolaire du Coudray (27) qui est réalisé entre 1965 et 1966 concerne un quartier où se mêlent lotissements de maisons individuelles et petits collectifs. Par ailleurs, le projet de création est lancé dès la fin des années 1950, à un moment

(26) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, p.62-63
(27) op. cit. pp 59-61

École Jean-Zay vue d'une tour de Bellevue, 2021, DParc

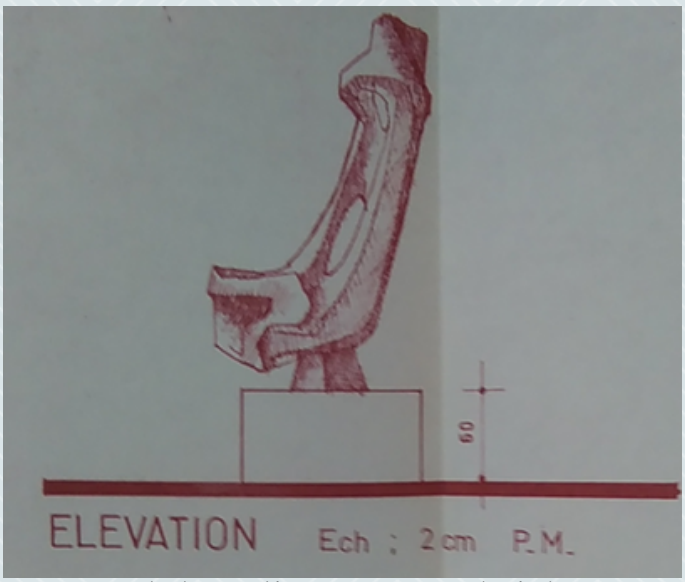
où le quartier se densifie. Ce projet s'inscrit dans une commande groupée qui inclut les groupes scolaires des Agenêts, de Gaston Serpette et l'école maternelle du Fonteny. Pour ces trois établissements scolaires, le contexte de réalisation est lié à la création de cités HLM de taille moyenne (200 à 300 logements). Par ailleurs, les modes constructifs recourent à des techniques mixtes de mise en œuvre. Ils associent une ossature en béton armé à des éléments préfabriqués sortis d'usine : panneaux pour les allèges ou parpaings pour le remplissage. Les huisseries ne sont pas intégrées à des panneaux d'ensemble, mais sont posées après le gros œuvre. Néanmoins les grues et engins de levage se distinguent de la période précédente par leur taille et leur capacité de charge.

Encart

- ***Le développement de l'art public dans les écoles : l'expérience du 1% culturel***

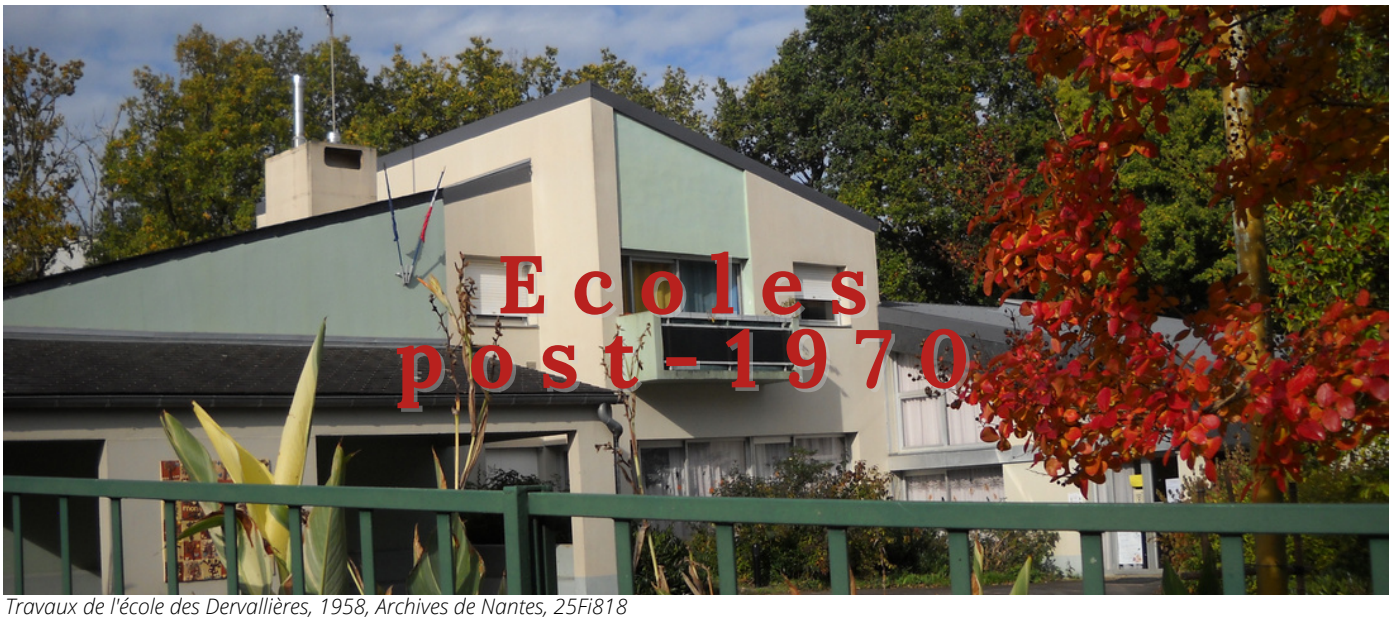
L'arrêté instituant "l'obligation de décoration" dans des constructions publiques remonte à 1951. Après un premier projet de loi de 1936 ajourné, ce décret initié par le sculpteur René Iché vise à favoriser la création contemporaine. Il s'applique dans un premier temps aux établissements scolaires. « 1 % des sommes consacrées par l'État pour chaque construction d'établissement scolaire ou universitaire devra financer la réalisation d'une œuvre d'art contemporaine intégrée au projet architectural ».
A Nantes, les archives relatives au 1% culturel sont conservées pour les projets des années 1970. La procédure de commande publique est centralisée, une commission nationale devant approuver les choix faits au niveau local. Les œuvres produites sont le plus souvent le fait d'artistes locaux, peintres et sculpteurs principalement. Même si certaines réalisations renvoient à l'abstraction, elles donnent souvent une large place à l'art figuratif voire naïf, à travers des œuvres censées s'adapter aux jeunes enfants et en résonance avec leur univers (28).

École Alain Fournier, sculpture de Mazuet, 2020, DParc



Projet extrait du dossier, décoration artistique des écoles, 1968, A.D.44, 1086 W 24

(29) voir pp. 41-42 1% culturel dans les écoles nantaises extrait de *La commande publique à Nantes*, service Patrimoine et tourisme, 2001



Travaux de l'école des Dervallières, 1958, Archives de Nantes, 25Fi818

La remise en question du modèle pédagogique et architectural

- **contexte national**

La période post-70 est marquée par une effervescence intellectuelle et une volonté de renouvellement pédagogique. Le corps des inspecteurs pédagogiques ainsi qu'un certain nombre d'enseignants reconnaissent les limites et lacunes de l'enseignement traditionnel.
L'éducation n'est plus pensée seulement à travers l'apprentissage des enseignements officiels. Il s'agit de repenser l'éducation comme un ensemble d'apprentissages pris au sens large. "L'action éducative qui s'exerce dans notre enseignement est une action globale à laquelle concourent tous les personnels des établissements scolaires et les personnes appelés à participer activement à la vie de ces établissements" (circulaire n°72-222 du 31 mai 1972 sur les conseillers principaux et les conseillers d'éducation).
Parallèlement, à partir des années 1970, la pédagogie du projet fait son entrée dans le système éducatif français. En 1973, une circulaire du ministère instaure le dispositif "10% pédagogiques" qui entraîne la multiplication des projets en milieu scolaire. 10% du volume horaire annuel est mis à disposition des établissements sans emploi du temps. L'occasion de développer des projets, notamment culturels, selon des méthodes innovantes ou alternatives. Au vu du succès de cette première expérience, le ministère institutionnalise la démarche, par la circulaire du 8 septembre 1979, à travers les Projets d'Actions Culturelles, Techniques et Éducatives remplacés par les Projets d'Action Éducative en 1981.

En 1974, le nouveau ministre de l'Education nationale, René Haby, instituteur puis professeur agrégé d'histoire géographie issu du milieu ouvrier, est choisi non pour son appartenance politique mais bien pour ses compétences professionnelles reconnues. Très tôt il a expérimenté les méthodes nouvelles puis s'est attaché à distiller les idées progressistes sur la réussite éducative, la place des méthodes nouvelles, dans ses différentes fonctions. Dès 1962, il intègre le ministère de l'Education nationale comme directeur de la pédagogie, puis après sa démission en 1964, il devient inspecteur général de la vie scolaire. Entre 1966 et 1968, il est appelé à diriger le cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports et rédige en janvier 1968 le livre blanc de la jeunesse qui ne sera jamais publié devant l'hostilité de Georges Pompidou. Après mai 1968, il quitte ses fonctions ministériellles et poursuit sa carrière universitaire. Devenu recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, il est choisi par Valéry Giscard d'Estaing comme ministre de l'Education nationale, poste qu'il occupera de mai 1974 à avril 1978. C'est dans ce cadre, qu'il insuffle une nouvelle réflexion au sein du ministère, couplée à des expérimentations de terrain. Il est à l'origine de la loi du "Collège pour tous", pendant de l"Ecole pour tous", plus connue sous le nom de Loi Haby. Celle-ci institue également la mixité obligatoire dans tous les établissements publics d'enseignement. Cette décision a eu des conséquences profondes sur l'organisation interne des écoles et sur leur conception architecturale.
Pour conclure, la fin des années 1970 est marquée par le

Portrait de René Haby, ministre de l'Education Nationale, DR

processus de décentralisation qui redonne aux collectivités locales une autonomie en matière d'enseignement. Le contexte politique change avec l'arrivée de la gauche au pouvoir qui en 1977 sort gagnante des élections municipales, puis l'emporte aux élections présidentielles en 1981.
Le mouvement de décentralisation se traduit par une nouvelle organisation administrative où les collectivités locales et les autorités académiques exercent une gouvernance partagée. Cette autonomie retrouvée se traduit également dans la politique de construction des écoles. Les communes retrouvent une marge de manœuvre dans la mise en œuvre des projets architecturaux.

- **contexte local**

En 1977, les élections municipales sont remportées par une coalition de gauche avec comme maire, le socialiste Alain Chénard. En 1979, le Conseil municipal approuve un plan quadriennal pour relancer la politique de construction des écoles, se donnant comme objectif la réalisation de 20 écoles. Dans une interview donnée en septembre 1981, Eva Gendrault, adjointe à l'enseignement, revient sur le contexte politique national tout en exposant les ambitions de l'équipe municipale : "Cette rentrée sera différente du fait même de la situation politique que nous connaissons depuis mai dernier, avec l'avènement d'un gouvernement de gauche en France. En cela, cette rentrée est chargée d'espoir, puisqu'elle marquera sans aucun doute une nouvelle approche des problèmes d'enseignement. L'un des premiers éléments en sera la mise en place dans le cadre de la décentralisation de structures permettant aux communes d'assurer un enseignement du 1er degré de qualité à tous les enfants. [...] Le gouvernement actuel ayant affirmé vouloir revaloriser l'enseignement en France, nous sommes tout à fait confiants quant à l'attribution et à la répartition des subventions. [...] Nous avons désormais la certitude que la totalité du programme de construction que nous avions arrêté dans le plan quadriennal sera réalisé dans les délais prévus. [...] Nous avons réalisé des équipements scolaires de dimension adaptée aux quartiers en cours d'urbanisation, afin que l'école soit partie prenante d'une réalité sociale, économique et culturelle. D'autre part, nous avons rénové les établissements dont les locaux n'étaient plus adaptés à une pédagogie moderne et supprimé une grande partie des installations provisoires, dont certaines, comme Gay-Lussac par exemple, fonctionnaient depuis 1947." (30)

NANTES - SAINT-NAZAIRE · Métropole de l'Ouest - 44 NANTES - SAINT-NAZA

L'ECOLE OUVERTE : un outil au service d'une pédagogie nouvelle

L'exemple sera-t-il suivi en Loire-Atlantique ?

Le Comité de Liaison „pour l'Education Nouvelle avait invité hier M. Rocher, délégué des Francs Camarades de la région Rhône-Alpes, l'architecte qui a conçu l'« école-ouverte » de Saint-Fons, dans la région de Lyon, et le maire de cette commune. Ces trois personnes étaient les hôtes du C.L.E.N., pour parler, l'après-midi devant les maires de la région, le soir, devant le public, de leur réalisation qui fait figure d'expérience pilote : l'« école-ouverte » de Saint-Fons.

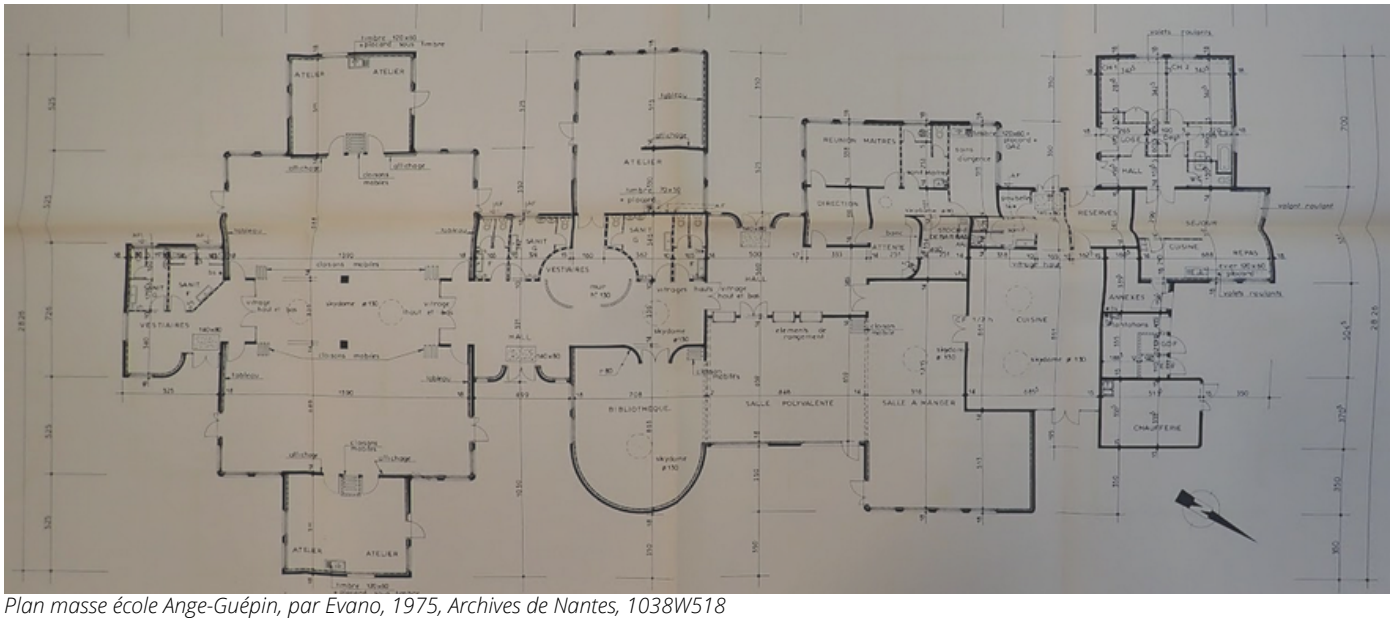
Une éducation globale

Pour bien comprendre la conception architecturale très moderne et en quelque sorte révolutionnaire de cette « école ouverte » qui fonctionne depuis le 15 janvier 1971, disons tout de suite qu'elle est l'aboutissement d'une tentative de rénovation pédagogique menée sous le contrôle de l'Education Nationale et, fait relativement exceptionnel encore, pas uniquement par les enseignants.

Partant de la constatation que la d'une école primaire) à s'adapter à ce monde mouvant, à y vivre et à pouvoir y exercer des choix. Partant, l'instituteur n'est plus celui qui transmet un savoir (parfois d'ailleurs dépassé) mais devient celui qui « apprend à apprendre ». L'équipe de recherche a constaté encore que les loisirs qui se développent de plus en plus entrent pour une grande part dans l'éducation en ce qu'ils visent l'épanouissement de la personnalité de l'enfant. On s'est alors demandé s'il ne fallait pas transformer la

extrait de Presse océan du 26 février 1972, Archives de Nantes

(30) Archives de Nantes, 1474W802, 1980-81



Plan masse école Ange-Guépin, par Evano, 1975, Archives de Nantes, 1038W518

- **Le modèle de l'école "ouverte" Ange Guépin (1973-1975)** (31)

L'école Ange-Guépin constitue dans l'académie un précédent, qui a permis d'expérimenter de nouvelles formes architecturales en adéquation avec le projet d'école et ses pratiques d'enseignement innovantes. Son histoire a été racontée par un de ses initiateurs, notamment M. Roger Boudy qui fut inspecteur départemental de l'Éducation nationale. Relayant les directives ministérielles et profitant d'un élan réformateur, M. Boudy propose à un groupe d'enseignants volontaires de s'impliquer dans un nouveau projet d'école prévu à Malakoff, à l'est de Nantes, non loin des bords de la Loire. Cette école d'un nouveau genre repose sur un programme co-réalisé avec les enseignants eux-mêmes. En cela, on peut parler d'une rupture avec le modèle de la décennie précédente qui était imposé par le ministère. L'implication de l'architecte de la Ville Georges Evano et son écoute des besoins de l'équipe enseignante augurent une nouvelle manière de mener les projets architecturaux. Il ne s'agit plus de plaquer des modèles standardisés, mais bien de répondre à des besoins d'usagers. Le plan masse s'organise autour d'éléments modulaires permettant la polyvalence des espaces. L'architecture s'adapte ainsi au projet et aux pratiques d'enseignement innovantes. A noter qu'à cette époque plusieurs des enseignants engagés ont expérimenté la méthode Freinet, sans que pour autant cet enseignement ne soit systématisé à l'ouverture de l'école. Ce premier exemple régional sorti de terre, d'autres suivront, encouragés par les nouvelles directives réformistes de la décennie.

La vague constructive (1977-1985), architecture post-1970

Pour faire face à l'urbanisation croissante, les municipalités André Morice puis Alain Chénard ont soutenu un programme de construction d'écoles à l'échelle de toute la commune. A partir de 1975, le modèle productiviste est remis en question. La dernière ZUP Beaulieu-Malakoff peine à achever son programme de constructions. Par ailleurs, le modèle des barres d'enseignement est abandonné au profit d'espaces modulaires aux formes géométriques variées. Le plan quadriennal approuvé en 1977 permet de développer un programme nouveau de construction. Les gros équipements associés aux modèles des ZUP sont abandonnés au profit d'ensembles architecturaux à taille humaine.
Les plans des écoles expérimentales du début des années 1970 sont repris et adaptés aux besoins nouveaux au sein des écoles. L'école devient un lieu de vie à part entière, polyvalent, ouvert à des activités diverses qui changent au fil de la journée. Dans certains projets, le théâtre prend une place particulière, comme à l'école Louise-Michel (32), qui laisse place à un atrium couvert avec gradins servant de scène de spectacles et de salle de concert, tout en étant un espace de circulation intérieure.

(31) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, p.64-65
(32) *Architectures scolaires nantaises*, vol. 2, p.66-68

- ***la fluctuation des effectifs et les nouvelles affectations des écoles (1985-2000)***

La période se caractérise par la stagnation voire la baisse des effectifs d'élèves à scolariser. A la période de baby-boom, succède une baisse de la natalité. Par ailleurs, la période de construction de grands ensembles et d'arrivée massive de population est terminée. Enfin dans les grandes villes, les périphéries continuent leur croissance au détriment de la commune centre. D'une manière générale les centres des grandes villes françaises tendent à se dépeupler. Ainsi la commune de Nantes qui comptait en 1968 plus de 260 000 habitants, tombe à 240 000 en 1982 puis amorce une lente remontée pour dépasser le seuil des 270 000 habitants en 1999. La chute de la population de la ville centre a pour conséquence la chute des effectifs et la reprise à la fin des années 1980 étant lente, elle n'entraîne pas de nouveaux besoins en construction. C'est ce qui explique que la Ville n'ait pas construit dans cette période et ait réduit ses investissements dans les établissements scolaires après 1985. Entre 1986 et 2009, une seule école a été construite, l'école de la Jonelière, en remplacement d'une école plus ancienne.
La période est également marquée par des réaffectations de locaux devenus vacants. L'obligation de mixité à partir de 1975 avait déjà marqué un premier changement notoire, avec la mutualisation de locaux d'enseignement et d'administration. Le mouvement se poursuit sur la période suivante, favorisé par le développement d'activités extrascolaires, imposant de nouvelles affectations au sein des établissements. Parfois, c'est un bâtiment entier qui change de fonction. Par exemple, au Coudray, l'ancienne école de filles est entièrement réaménagée pour les besoins des associations du quartier.

Ecole Julien-Gracq, 2010, Régis-Routier; Ville de Nantes/ Nantes métropole

Qu'en est-il des écoles contemporaines (2000-2025)?

- **contexte nantais**

La très forte croissance démographique de ces vingt dernières années a changé la donne. Le rythme de croissance s'est accéléré et même s'il concerne davantage les communes périphériques de Nantes métropole, la commune centre n'est pas en reste. Le rythme de la croissance démographique a doublé entre 2000-2009 et 2010-2019. Cette croissance est marquée avec la création de nouveaux quartiers, comme Erdre-Porterie, Bottière-Chênaie, l'île de Nantes, Doulon-Gohards. Aussi, les besoins en équipements publics sont importants. La construction des écoles depuis 2010 a donc repris et s'accélère au rythme des livraisons des nouveaux quartiers nantais.

- **de nouvelles aspirations**

La première école de cette génération est l'école Julien-Gracq livrée en 2009, en même temps que des logements et commerces au cœur de la ZAC Bottière-Chénaie. Alors que dans la période précédente on recourait soit aux plans types avec une très faible implication de l'architecte d'opération, soit aux architectes du service d'architecture de la Ville, la nouvelle génération d'écoles renoue avec le concours d'architecture.

Les architectes qui depuis 1950 n'avaient plus leur mot à dire, redeviennent des acteurs du projet aux côtés de la collectivité et des usagers. Ainsi, une équipe d'architectes a oeuvré à la réalisation de l'école Julien-Gracq, l'agence BLOCK regroupant trois architectes designers nantais. Ces architectes prônent la simplicité, l'économie de moyens pour une architecture modeste mais de qualité. Pour cette école, le recours à un patio intérieur aux formes irrégulières et le choix des surfaces doublées de plaques multicolores ou translucides tranchent avec les formes architecturales ordinaires.

Dans un autre style, on peut citer l'école Aimé-Cesaire à la Prairie-au-duc, sur l'île de Nantes, livrée en 2012. Conçue par M. Mader et l'agence Mabire & Reich associés au paysagiste de Phytolab, l'école Aimé-Cesaire est le fruit d'un geste architectural original, comme le révèle sa forme unique avec son toit végétalisé, hors de tout standard. Elle illustre également les préoccupations nouvelles en matière environnementale, faisant prévaloir les problématiques propres au BBC (Bâtiment Basse Consommation) et au développement durable.

Cour et toit végétalisé de l'école Aimé Césaire, 2016, cliché Sylvain Bonniol, Phytolab

Un nouveau "plan écoles" (2017-2024)

Ces deux exemples inaugurent la relance de la construction d'équipements scolaires à Nantes. Celle-ci se concrétise à travers le "Plan Écoles", schéma directeur d'équipement initié en 2017 et qui vise à la réhabilitation ou l'extension de 23 établissements et la création de 7 nouvelles écoles d'ici 2024. Ce programme s'accompagne d'un plan d'investissement de plus de 220 millions d'euros.
La période sera donc marquée par cette "Nouvelle Vague", à la manière de ce qui s'était passé à la fin des années 1870, puis à la fin de la décennie 1970. Un temps de construction qui aura pour conséquence une mutation profonde du paysage scolaire.

Bibliographie

- **Histoire architecture scolaire : France et Europe**

Ouvrages

- Châtelet, Anne-Marie, *Architectures scolaires* : 1900-1939, Paris, éd; du Patrimoine, 2017.

- Châtelet, Anne-Marie, *La naissance de l'architecture scolaire*, Paris, 1999

Articles

- Châtelet, Anne-Marie, « L'architecture scolaire », in. *Sur les traces du passé de l'éducation : patrimoines et territoires de la recherche en éducation dans l'espace français*, nouvelle éd en ligne, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

- Châtelet, Anne-Marie, L'architecture des écoles au 20e siècle, essai d'historiographie, in L'*Architecture scolaire*, n°102, 2004.

- Toulier, Bernard, «L'architecture scolaire au 19e siècle : de l'usage des modèles pour l'édification des écoles primaires », *Histoire de l'Éducation*, n°17, 1982, pp.1-29.

- Barthelemy, Sarah, Jamain, Laurent, «Histoire et courants architecturaux du bâtiment scolaire, une nouvelle ère à venir? »*Thema*, 52, 2019

- Rigolon, Alessandro, « Les plans de construction des écoles européennes du 21e siècle : présentation », CELE Échanges, 2010/3, OCDE, 2010.

- « Liste chronologique des textes officiels relatifs aux salles d'asile, aux écoles maternelles et aux classes enfantines. 1829-1981 ». in *La petite enfance à l'école 19-20e siècles*. Paris, INRP, 1982, pp 357-378

Ouvrages anciens

- Bouillon, A., *De la Construction des maisons d'école primaire*, Paris,1834

- Narjoux, André-Félix, *Les Écoles publiques, construction et installation en France et en Angleterre*, Paris, 1881

- Leray, Francis, Labeyrie, P., *Guide pratique pour la construction des écoles*, Paris, 1904

- Pompée, Claude, *Plans modèles pour la construction de maisons d'écoles et de mairies*, Paris, 1871

- Simon, Jules, «Circulaire relative aux plans-modèles des maisons d'écoles », in *Bulletin administratif de l'instruction Publique*, tome 15, n°277, 1872, pp137-138.

- **Histoire enseignement en France**

- Bellot, Marina, «les écoles de plein air, «paradis des petits malheureux », in Retronews, 11/2018

- Le Cor, Camille, «Le projet à travers des textes officiels de l'Éducation nationale », Spécificités, 2012/1, n°5, pp175-190.

- Rakotoarison, Sylvain, «René Haby (1919-2003), pédagogue concret et père du collège unique », in Agoravox, 09/10/2019

- **Histoire des écoles nantaises - généralités**

- Macé, François, *Les écoles primaires de Nantes. Petite histoire événementielle et illustrée des créations scolaires depuis 1800*, ACMENELA, Nantes, 2015

- Suteau, Marc, *Une ville et ses écoles, Nantes, 1830-1940*, PUR, Rennes, 1999

- Suteau, Marc, «La politique scolaire de la ville de Nantes. 1830-1870 », in *Histoire de l'Éducation*, n°66, 1995, pp.85-108.

- *A l'école de la guerre*, Archives municipales de Nantes, Nantes, 2014

- **Histoire des écoles nantaises - monographies**

Les Archives de Nantes ainsi que plusieurs associations nantaises ont consacré des articles ou des chapitres d'ouvrages à des écoles nantaises. La bibliographie est données dans le volume 2.

- Autres

Delemontey, Yvan, «Le béton assemblé. Formes et figures de la préfabrication en France (1947-1952) », *Histoire urbaine*, n°20, 2007/3

Annexe 1

- **Liste des écoles nantaises protégées au titre du Plan local d'urbanisme Métropolitain (2019)**

Ampère
Charles Lebourg
Contrie
Emile-Péhant
François Dallet
Fraternité
Garennes

Joseph-Blanchart
Mutualité
Rue Noire
Stalingrad

Leloup-Bouhier
Harouys

- **Liste des anciennes écoles nantaises protégées au titre du Plan local d'urbanisme Métropolitain (2019)**

Quai Hoche (maison de quartier)
Saint-Joseph-de-Porterie (maison de quartier)

- **École protégée au titre du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)**

Léon-Blum

Annexe 2

- **Liste des œuvres du 1% culturel dans les écoles primaires nantaises repérées en 2000**

-Agenêts
Chabot, Jean, *sans nom*, peinture, 1971

- Alain Fournier
Mazuet, Jean, *sans nom*, sculpture abstraite, 1971

- Anatole de Monzie
Girard, François, *Totem fontaine*, 1986

-Ange Guépin (MalakoffV)
Debieve, Michel, sans nom, fresque, 1977

- Beaujoire 1
Barbier, Bruno, *l'Enfance*, 1977 (maternelle)
Simon, Henry, *L'Envol*, 1980 (maternelle)
Le Guevel et Jannin, *Isbalude*, 1982 (primaire)

-Beaujoire 2
Rivet, Jane, *sans nom*, tapisserie, 1977 (maternelle)
Jannin, *Sculptures pour rire*, 1984 (primaire)

-Barberie
Raimbeaud, Michel, *sans nom*, structure bois et cuir évoquant la cabane et le navire, 1981 (maternelle)
Voisin, Gérard, *La Reine mère*, 1985 (primaire)

-Boccage (maternelle)
Floury, Chantal, Tapis-Jardin (hall rdc) Jardin-Jeu-ordinateur (hall étage), 1986

- **Bottière**
Bracaval, graphismes monochromes, 1982 (maternelle)
Tiffoche, Gustave, Fontaine, 1981 (primaire)
Perron, Pierre, sans nom, peinture murale, 1975 (primaire)

- **Chataignier**
Dehais, Yves, sans nom, vitrail, 1971

-Côte d'Or
Bassompierre, Michel, *Ours*

- Coudray
Bruneau, Jean, *Animaux du cirque*, 1967
Douillard, Alain, *Cadran solaire*, 1967

- **Dervallières-Chezine** II
Guitet James, *Labyrinthe*, 1971
Lebrun, Dominique, *Labyrinthe de crayons*, 1983 (maternelle)

- **Françoise Dolto (Landes-Bruyères)**
Pallard-Vide, Paule, sans nom, tapisserie, 1977

-François-Dallet/ Docteur Teillais
Dabin, Joël, La Volière, 1986

- Gaston-Serpette
Simon, Henry, *Animaux et Enfants dans un jardin*, 1971

- Gay-Lussac
Girard, Françoise, *Thème fleuri*, fresque, 1989

- Georges-Brassens (Géraudière)
Horch, Mourad, *L'arrivée des oiseaux*, bas relief, 1978

- Georges-Lafont
Perron, Pierre, sans nom, peinture murale, 1977

- **Gustave-Roch**
Le Guellec, Denyse, sans nom, fresque, 1982

- Harouys
Claude, Noël et Johannet, Jean-Luc, *Structure-jeu Mikado*, 1985

- Henri-Bergson (Malakoff M1)
Douillard, Alain, sans nom, *Mer*, Sculpture décorative symbolisant des bateaux, 1970

- Jacques-Prévert (Breil)
Legault Maurice, *Arbres des Quatre saisons*, 1983 (maternelle)

-Jacques Tati (Clos Toreau)
Delage, Françoise et Perillaud, Jean, sculpture fontaine, 1981
Pallard-Vide, Paule, sans nom, tapisserie, 1977 (maternelle)

- Jean-Moulin Malakoff M2 et M3
Barto, Bernard, sans nom, peinture murale, 1974

- Jean-Zay
Ja Rhee, Seund, *Scripta Manent* (primaire)
Dabin, Joël, *Les danses campagnardes et Les animaux de la ferme* (maternelle), 1970

- Jonelière
Benoist-Gironière, Franck, *Monstre Sacré*, 1988

- **Léon Blum**
Girard, François, sans nom, peinture murale, 1985

- **Louis-Guiotton (Champenois)**
Porcher, *La Petite maison*, 1980 (maternelle)

- Louis-Pergaud
Robin, Jean-Christophe, buste de *Louis-Pergaud*, 1983

- Louise-Michel (Beaulieu 5)
Jomeli et Braun, sans nom, projet de mise en couleurs du groupe scolaire, 1982

- Lucie-Aubrac (Plessis-Gautron)
Noble Science, cadran solaire

- Marsauderies
Tiffoche, Gustave, Sculpture-fontaine, 1986

- **Plantes**
Porcher, Jean, sans nom, fresque évoquant univers minéral végétal et marin, 1972

- Urbain Le Verrier
Floury, Chantal, *Mur d'eau*, 1985